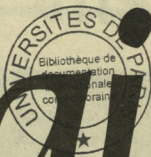


le monde libertaire



Hebdomadaire de la Fédération anarchiste
adhérente à l'Internationale des fédérations anarchistes

n° 1263
10 au 16 janvier 2002

1,98 €
ISSN 0026-9433

Révoltes en Argentine



liquidation
totale

Ni bottes ni vote !

ÇA Y EST, les Argentins ont craqué. Il faut dire qu'un taux officiel de chômage de 20 % (chiffre à doubler si on est réaliste), près de la moitié de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté, des salaires et des retraites impayés depuis six mois, tout ça n'incite pas au calme... Au lendemain des événements qui ont coûté la vie à des dizaines de personnes (pour ne compter que les victimes directes de la répression), une belle frayeur et une fuite en hélicoptère du président De La Rúa, et qui semblent loin d'être terminés puisque, aux dernières nouvelles, le nouveau gouvernement vient de démissionner, les réactions de nos médias occidentaux ont de quoi énerver ! Selon eux, en gros, l'Argentine, considérée au début du XX^e siècle comme un pays aussi prometteur que les États-Unis, est en crise parce qu'elle n'a pas su se moderniser et adapter ses structures aux exigences de la mondialisation. Les Argentins, bon, d'accord, ils-elles ont faim, les pauvres, mais après tout, c'est de leur faute : ils avaient l'audace de prétendre appartenir au Premier Monde alors que leur pays n'est qu'un miteux État périphérique. Et l'on nous parle de faillite d'un siècle, aggravée bien sûr par la dette externe mais dont la responsabilité dépasse de loin celle du FMI. C'est vrai, le FMI a de précieux complices dans l'affaire : on peut citer péle-mêle les grandes institutions financières privées internationales, les paradis fiscaux, les

multinationales, la dictature et les régimes qui lui ont succédé, sans oublier les capitalistes argentins ou criminels en col blanc. Ce qui est certain, en revanche, c'est que le peuple argentin n'a pas eu son mot à dire quant à l'adaptation de son pays à la mondialisation et au surendettement dont il fait les frais depuis des années !

De la dictature au gouvernement De La Rúa : le rôle de l'État dans l'endettement

Si la terrible récession, et les mesures d'austérité qui ont conduit les Argentins aux pillages et aux émeutes de ces derniers jours, est la conséquence directe d'une mesure liant le peso au cours du dollar (loi sur la convertibilité de 1991), il faut remonter à 1976 et à la dictature pour trouver la véritable origine de la crise actuelle. Connue pour la répression féroce, les disparitions et les crimes politiques, le régime de Videla a marqué aussi une augmentation phénoménale de l'endettement argentin. Pendant cette période, les entreprises privées sont fortement encouragées (!) par l'État à s'endetter auprès de banques privées étrangères et, de 7 875 millions de dollars de dette en 1975, on passe à près de

47 milliards en 1984. Cela permet à la junte de redorer son blason vis-à-vis de l'occident, d'avoir la bénédiction des États-Unis pour perpétrer les crimes que l'on sait, d'importer des armes sans trop de problèmes et, accessoirement, d'augmenter des fortunes personnelles grâce aux commissions des organismes prêteurs.

Les gouvernements dits démocratiques qui suivront auront pour tâche, eux, de convertir la dette des entreprises privées en dette publique. Le tour de passe-passe est simple : l'État « rachète » les dettes du privé et les prend à son compte. Le plus souvent, les entreprises privées dont la dette est ainsi annulée sont des filiales de multinationales créancières (Renault, Mercedes, Ford, de nombreuses banques occidentales, etc.). Le contribuable rembourse donc aux maisons mères les dettes contractées par leurs filiales. Pas question, en revanche, d'annuler les dettes du public. Les gouvernements Alfonsín (1983-89) et Menem (1989-99) préférèrent privatiser les entreprises publiques et les vendre à des capitaux internationaux qui, c'est de bonne guerre, sous-évaluent leur valeur pour les acheter à bas prix et enrichir les spéculateurs (c'est le cas d'Aerolíneas Argentinas, bradée à la compagnie espagnole Iberia). Et à mesure que l'on ruine ainsi le service public tout en permettant aux capitalistes de s'enrichir, on continue à emprunter, souvent pour rembourser les

Suite en page 3

M 02137 - 1263 - F: 1,98 €



« Ni militaires ni prêtres parce que mon rêve a toujours été de mourir sans intermédiaire. » Boris Vian

FOP 2520

Éditorial

DEPUIS le 1^{er} janvier, trois cents millions d'Européens ont adopté l'euro, alors qu'il servait déjà depuis trois ans de monnaie d'échange financière et spéculative. En Argentine, une troisième monnaie nationale a été créée parce que celle, officielle, basée sur le dollar, ne permet plus aux habitants de faire leurs échanges quotidiens. Cela pose le problème de l'utilité de la monnaie. De simple relais dans l'échange de biens, celle-ci est devenue un moyen de thésaurisation et de spéculation qui assied les différences entre les êtres humains.

L'argent est au centre des préoccupations de la plupart des habitants de cette planète, il suffit pour s'en rendre compte d'entendre les vœux qui s'échangent en cette période de nouvelle année. Mais si la plupart des hommes et des femmes de par le monde souhaitent avoir assez d'argent pour survivre, ou pour améliorer leur qualité d'existence, pour certains, avoir plus d'argent signifie augmenter leur puissance, peser plus lourd dans les destinées de leur monde.

Une société où l'argent serait totalement aboli semble une utopie que, pour beaucoup, il n'est pas souhaitable de voir se réaliser, y compris pour des libertaires. Pourtant, il semble indispensable de ramener la monnaie à son usage premier d'outil d'échange de biens réels ou de services, en lui enlevant ses possibilités de thésaurisation et de spéculations. La société de demain sera ce que ceux qui y vivront en feront, mais déjà nous pouvons envisager d'éviter le piège d'une monnaie capitalisable qui, inévitablement, créera des inégalités sociales. Loin de faire le bonheur, l'argent crée, ou attise, des conflits, des guerres.

Et si le progrès, après la société du troc, puis celle de l'argent comme moyen d'échange, était une société où l'argent serait devenu inutile, une société d'abondance où chacun donnerait le meilleur de lui-même selon ses capacités, et obtiendrait de la société de quoi combler ses besoins et ses envies ?

Directeur de publication : Jacques Toublet
Commission paritaire n° 0906 1 80740 - Imprimerie : Hebdo 1 (Bernay)
Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977 - Routage 205 - Hebdo 1
Diffusion NMPP

BULLETIN D'ABONNEMENT

Tarif (hors série inclus)	Rédaction - Administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris Tél. : 01 48 05 34 08 - Fax : 01 49 29 98 59		
	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé France	Étranger
3 mois 13 n°	□ 20 €	□ 32 €	□ 27 €
6 mois 25 n°	□ 38 €	□ 61 €	□ 46 €
1 an 45 n°	□ 61 €	□ 99 €	□ 77 €

Abonnement de soutien : 76 €

Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande
Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction
sur les abonnements de 3 mois et plus
en France métropolitaine (sous bande uniquement)

(En lettres capitales)

NOM Prénom

Adresse

Code postal Ville

Pays

Chèque postal Chèque bancaire

Virement postal (compte CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico (à joindre au bulletin)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage

Samedi 12 janvier

BESANÇON (25) : Soirée café-théâtre avec « Les Enfants du Titanic » à 20 h 30 à la librairie l'Autodidacte, 5, rue Marulaz.

PARIS (75) : à l'occasion du nouvel an berbère et du huitième anniversaire du cessez-le-feu au Chiapas, le Comité de solidarité avec les peuples du Chiapas en lutte, l'association Tamazgha et le Comité autonome de soutien à la Kabylie, en collaboration avec Parole diffuse et le Comité de solidarité avec les Indiens des Amériques, s'associent pour organiser une journée d'échanges et d'information au CICP, 21^{er} rue, rue Voltaire, Paris 75011. Ouverture des portes à partir de 15 heures, avec deux expositions : l'une sur les femmes du Haut-Atlas, l'autre sur le Chiapas et la marche zapatiste de mars 2001.

Dimanche 13 janvier

NANTES (44) : à 16 heures, dans le cadre d'un goûter anar, débat-échange organisé par la Fédération anarchiste : « Elections, pourquoi s'abstenir », au 17, rue Paul-Belamy, à Nantes.

Mardi 15 janvier

LYON (69) : manifestation à 11 heures de la gare de la Part-Dieu au palais des Congrès à l'occasion du meeting de clôture de la tournée du Medef.

Samedi 19 janvier

AIX-EN-PROVENCE (13) : dans le cadre de la rétrospective « Jean

Agenda

Vigo, de l'anarchie à l'insolence », conférence « Anarchisme et cinéma » par Isabelle Marinone, historienne, auteur d'une thèse *Anarchisme et cinéma*, à l'Institut de l'image, cité du livre, 8-10, rue des Allumettes, 13098 Aix-en-Provence cedex 2.

PARIS (75) : les *Chimères des Svankmajer* (surréalistes tchèques contemporains), film documentaire de Michel Leclerc et de Bertrand Schmitt, sera projeté en version longue et non censurée (80 minutes) lors du festival Nemo, à 16h30 au forum des images, ex-bibliothèque de Paris, au forum des Halles, porte Rambuteau, en salle 100. L'entrée de la projection sera libre dans la mesure des places disponibles.

TOULON (83) : « De Brassens à Ferré », le groupe Nada de la Fédération anarchiste organise un concert de soutien pour la création d'un local anarchiste à Toulon. Meille chantera au Café-lecture, 2, rue Baudin à Toulon, à partir de 20 heures. Entré 20 F pour les adhérents, 30 F pour les non-adhérents (une boisson offerte). Renseignements et réservations au 04 94 62 44 52.

Mercredi 23 janvier

PARIS (75) : débat organisé par la Commission femmes de la CNT : « L'Islam et la femme, aspects culturels, religieux, économique et

politique », à 19h30, au 33, rue des Vignoles, 75020 Paris.

Jeudi 24 janvier

AIX-EN-PROVENCE (13) : dans le cadre de la rétrospective « Jean Vigo, de l'anarchie à l'insolence », table ronde « Le cinéma, avec insolence ! ». Avec Luce Vigo (fille de Jean Vigo), Emile Breton (historien), Nathalie Bourgeois (Cinémathèque française) et Bernard Benoliel Bourgeois (Cinémathèque française). À l'Institut de l'image, cité du livre, 8-10, rue des Allumettes, 13098 Aix-en-Provence cedex 2.

Vendredi 25 janvier

BESANÇON (25) : réunion publique sur le thème « des maisons du peuple aux lieux autogérés » à 20h30 à la librairie l'Autodidacte, 5, rue Marulaz. Avec la participation de la maison du peuple de Saint-Claude et de l'Espace noir de Saint-Imier.

LYON (69) : vidéo-débat à 21 heures au Café libertaire, 19, rue Pierre-Blanc, Lyon 1^{er}, entrée par l'allée. Projection du film « À Tivaouane, des alternatives sociales et éducatives au Sénégal », suivie d'un débat avec les réalisateurs.

RENNES (35) : débat sur « cannabis et liberté d'expression » avec Jean-Pierre Galland, des membres de la Fédération anarchiste autour du livre *Drogues, contre la criminalisation des usagers*, des membres des éditions du Léopard. À 20 heures salle OSCAR, maison du Champs-de-Mars.

Collectif Sans-Ticket

Cinq dates à travers le sud-est de la France, pour faire se rencontrer les usagers, les approches, les arguments et les pratiques développés en France et Belgique autour de la construction de services de transports publics et offensifs :

- à Toulon, le mardi 8 janvier à 18 h, dans le cadre du Café-lecture, 2, rue Baudin, 83000 Toulon. Infos au 04 94 62 44 52.

- à Marseille, le jeudi 10 janvier à 19 h, à la librairie Paidos, 54, cours Julien, 13006 Marseille. Infos au 04 91 48 31 00.

- à Montpellier, le vendredi 11 janvier à 19h30, à la librairie-bibliothèque Scrupule, 26, rue du Faubourg-Figuerolles, 34000 Montpellier. Infos au 04 67 92 24 18

- à Lyon, le samedi 12 janvier à 15 h, au local d'ACI, 37, cours de la République, 69100 Villeurbanne. Infos au 04 78 84 38 51.

- à Valence, le dimanche 13 janvier à 16 h, au local associatif Le Laboratoire, 8, place Saint-Jean, 26000 Valence. Infos au 06 20 18 44 50

Chaque rencontre sera introduite par une projection de l'émission *Coup de pouce* qui a suivi 0les déplacements à Bruxelles et la démarche du CST, émission censurée début novembre 2001 par la chaîne Télé Bruxelles avant d'être reprogrammée un mois plus tard, à la suite de protestations des usagers/télespectateurs.

Radio libertaire

Concerts de soutien

Mercredi 9 janvier à 20 h 30 : Josette Kalifa et Nicolas Réggiani Projection du DVD « Léo Ferré sur la scène »

Samedi 9 février à 20 h 30 : Casse-Pipe, MLOP et Gilles Servat, à la Maroquinerie : 23, rue Boyer, 75020 Paris M° Gambetta, Ménilmontant.

Billetterie : Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris, M° Oberkampf ou sur place le jour même.

À la petite semaine

Tous les soirs à 20 heures
La Palice vous parle



Bien, résumons : Ben Laden a peut-être été tué dans les terribles bombardements de Tora Bora. Dans cette hypothèse, cela ne fait aucun doute, il est mort. Mais rien ne permet pour l'instant de l'affirmer. Il se peut donc qu'il soit vivant. Dans ce cas, on peut en déduire qu'il n'aurait pas été tué, et il ne serait donc pas mort.

Si Ben Laden est toujours vivant, on peut supposer qu'il se trouve quelque part. Au Pakistan, peut-être. Ou encore en Afghanistan. Mais attention, une possibilité demeure qu'il ne soit ni dans l'un ni dans l'autre de ces pays. Les spécialistes de cette région du monde consultés s'accordent à penser que si cette éven-

tualité est avérée, Ben Laden se trouverait alors ailleurs, sans qu'on puisse préciser où pour le moment.

Depuis le 27 décembre, des extraits d'une vidéo-cassette où apparaît un Ben Laden amaigri nous ont été montrés. L'enregistrement de ces images pourrait avoir eu lieu juste avant la campagne des bombardements ou à leur tout début, mais il n'est pas exclu cependant qu'il ait pu être réalisé durant la période desdits bombardements ou juste après. Une seule chose semble à peu près assurée : il aurait été effectué avant sa diffusion. Il n'y a pas à dire, l'information, c'est un métier.

Floréal

Suite de la page 1



intérêts de la dette. Anecdote : à la fin de la dictature, la Banque centrale argentine refuse de communiquer les registres concernant la dette et les gouvernements suivants doivent donc se fier aux seules déclarations des créanciers. Suite de l'anecdote : devinez qui était à la tête de la Banque centrale à la fin de la dictature ? Indice : le même qui sera ministre de l'Économie sous Menem et responsable de la loi de convertibilité sous De La Rúa... Bravo ! C'est Domingo Cavallo. Le principe de sa loi de convertibilité est simple. Le peso étant indexé sur le dollar, l'État ne peut pas émettre de monnaie et la seule forme de financement possible est donc l'accueil d'investissements étrangers, avec à la clef privatisations, achats d'entreprises locales par des multinationales, etc.

Bref, entre 1976 et 2001, la dette externe est multipliée par 20. Elle frise aujourd'hui les 160 milliards de dollars, soit plus de la moitié du PIB... Le paiement de ses seuls intérêts engloutit 22% des dépenses publiques.

Soutien actif entre FMI et banques privées occidentales

Le FMI vient, début décembre, de refuser un nouveau prêt de 1,26 milliard de dollars à l'Argentine, sous prétexte que ces mauvais payeurs ne parviendraient certainement pas au « déficit budgétaire zéro » préconisé. C'est la fin d'une grande histoire de solidarité qui avait commencé avec le régime des militaires, des gens bien, auxquels le FMI a apporté un soutien très actif en mettant, notamment, un de ses cadres, Dante Simone, à la disposition de la dictature. En prêtant de l'argent à la junte, l'institution mondiale offrait une garantie aux capitalistes internationaux : l'Argentine était un placement sûr, l'endroit rêvé pour remiser les petits pétrodollars.

Quant à la Réserve fédérale américaine, elle donne son aval aux banques privées et sert d'intermédiaire aux capitalistes argentins qui souhaitent placer leur

argent à l'étranger, notamment dans les paradis fiscaux. Là encore, la logique est simple : en général, l'argent emprunté demeure dans les banques privées étrangères sous forme de dépôts, dont l'intérêt reste bien entendu inférieur à celui du remboursement.

Parmi les entreprises privées dont l'État argentin a pris les dettes à son compte après le régime de Videla, beaucoup de filiales de banques occidentales : City Bank, Crédit Lyonnais, Société Générale... Comme les autres, elles perçoivent donc indirectement le remboursement de ce qu'elles ont elles-mêmes emprunté. C'est ça, la magie du Tiers Monde !

On estime à 21 milliards de dollars les capitaux qui se sont volatilisés entre 1980 et 1982. Les capitalistes argentins achetaient des titres étrangers de la dette avec l'argent qu'ils avaient sorti du pays et percevaient une partie du remboursement de cette dette.

Cols blancs et criminalité financière internationale

Le meilleur exemple de cette criminalité financière est Guillermo Walter Klein. De 1976 à 1981, il est secrétaire d'État à la coordination et au programme économique, tout en restant à la tête d'un bureau d'études privé qui représente les intérêts des créanciers étrangers. C'est lui, entre autres, pour obtenir des prêts, exigeait des entreprises privées qu'elles s'endettaient auprès des banques privées étrangères.

Pendant le régime de Videla, nombre d'entre eux ont pu toucher de juteuses commissions de la part des organismes prêteurs du Nord, en remplaçant les sommes qu'ils venaient d'emprunter dans les mêmes banques. D'autres ont pu s'enrichir grâce au commerce des armes...

Après la dictature, enfin, on imagine bien le profit qu'ont pu faire les mêmes capitalistes, argentins ou non, lorsqu'ils ont vu leurs dettes - des sommes que, dans le cas des patrons de multinationales,

ils avaient eux-mêmes prêtées - rachetées gracieusement par le gouvernement.

Et la population dans tout ça ?

Le lien entre criminalité financière, endettement et paupérisation est évident et les Argentins ne sont pas les derniers à le faire. Là-bas comme ailleurs, ou plus qu'ailleurs peut-être, on est conscient d'être gouverné par des profiteurs à la solde de la mafia mondiale. Il suffit pour s'en convaincre de jeter un coup d'œil à la réalité : 90% des banques, 40% des industries aux mains des capitaux étrangers, prescription et impunité pour les responsables, secteurs de la santé et de l'éducation en ruine, salaire moyen divisé par deux depuis 1975, chômage, famine, etc. Pour rembourser la dette externe, l'Argentine verse une grande partie de ses recettes fiscales aux banques étrangères et les richesses produites par les salarié(e)s vont donc directement dans les poches de la pègre mondiale des profiteurs. Ils ont donc fini par dire « Stop » et à plusieurs reprises, puisque le tout nouveau chef d'État, Saa, n'est resté que trois jours à son poste.

Ce n'est toutefois pas la première fois que les Argentins en ont marre et le font savoir, si l'on en juge par le nombre de manifestations, d'occupations, de grèves générales qui ont eu lieu ces dernières années. Cela dit, les organisations syndicales, les mouvements sociaux ont du mal à s'engager dans la lutte, tant ils ont été réprimés dans les années 70. Selon les compagnes et compagnons anarchistes, c'est la classe moyenne qui a fait tomber Cavallo et De La Rúa, la même qui les avait massivement portés au pouvoir et bénéficiait déjà d'un niveau de vie supérieure à la majorité. On a du mal à l'imaginer porteuse de velléités révolutionnaires. On s'attendrait au contraire à ce qu'elle fasse tout son possible pour retrouver le chemin du petit monde des privilèges.

Communiqué

L'ARGENTINE, au bord du gouffre financier, social et politique depuis une déjà longue période, a connu de nouvelles manifestations populaires spontanées les 18, 19 et 20 décembre 2001 qui ont obligé le président de La Rúa à quitter le palais présidentiel en hélicoptère pour échapper à la colère de la rue. C'est une victoire de courte durée pour le pays. Car, quotidiennement, 2000 argentins tombent dans la pauvreté. Sous la pression du FMI, les salaires baissent, leurs paiements sont souvent suspendus ; près de la moitié de la population vit dans l'économie informelle, le chômage atteint 40% de la population, les banques limitent les retraits d'argent, et les services publics fonctionnent au ralenti à cause des restrictions budgétaires. L'usure nerveuse, psychologique et physique fait des ravages dans la population.

Mais les événements récents ont montré que bien des secteurs de la société revendiquent et se rebellent. Parmi eux, les libertaires de la Fédération libertaire argentine, section locale de l'Internationale des fédérations anarchistes. animateurs du journal *El libertario*, d'une librairie à Buenos Aires, les mille difficultés économiques les touchent durement et entravent leurs activités culturelles et sociales.

La remise en cause de leurs activités et, à terme, de leur existence, pour des raisons économiques, serait une nouvelle victoire pour ceux qui affament et réduisent au silence tout un peuple. Faire taire des libertaires, c'est bâillonner une opposition au FMI, à la classe politique locale, aux tenants de la richesse non partagée et à l'appareil d'État. Si la FLA s'affaiblit, c'est la voix et l'espoir des anarchistes qui perdent de leurs forces. Libertaires et solidaires, vous pouvez apporter votre contribution en envoyant des petites ou grosses sommes d'argent pour soutenir nos camarades argentins. Vous serez tenus informés de l'avancement de cette souscription et des usages des sommes recueillies. D'avance, merci.

Chèques à libeller à « ARL 33 » et à envoyer à : Groupe Emma-Goldman de la Fédération anarchiste, c/o Athénée libertaire, 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux.

Secrétariat des relations internationales de la Fédération anarchiste (France et Belgique)

Le moral n'est donc pas vraiment au beau fixe et les perspectives sont loin d'être au changement social radical. Les pillages sont davantage une manifestation du désespoir général plutôt qu'un mouvement organisé et une volonté de changement radical. Beaucoup d'Argentins craignent davantage le retour à un régime autoritaire.

Et pourtant, une fois de plus et tant pis si on a l'impression qu'on radote en le répétant, quoi d'autre qu'une prise en charge par chacun et chacune de son propre

destin pour sortir le pays de la crise ? Les anarchistes argentins travaillent déjà depuis longtemps sur le terrain à jeter les bases d'une société égalitaire, en dépit d'une situation quasi désespérée pour certain(e)s. L'heure est pour nous à la solidarité concrète, un soutien qui fait (est-il besoin de le rappeler ?) partie intégrante de la lutte antiglobalisation.

Klérôn

groupe Emma-Goldman, Bordeaux



UNE DES FAÇONS de présenter ce qui s'est passé en Argentine, entre le 18 et le 20 décembre, est de raconter la répression : d'après les informations données par la presse, les morts seraient de 29, mais il se peut qu'ils soient plus nombreux ; rien que dans les alentours de la Plaza de Mayo, le centre de Buenos Aires, le jeudi 20, sept personnes ont été assassinées. Les blessés se comptent par centaines, et les détenus par milliers : à Buenos Aires, il y a eut plus de mille. Certains détenus ont été torturés dans les commissariats et les fourgons de police. Des rumeurs ont également circulé concernant l'existence de centres clandestins de détention ; des personnes auraient disparu, mais cela n'a pas été confirmé.

Dans quelques commissariats, les forces de police n'ont pas permis le bénéfice de l'habeas corpus présenté en faveur des détenus, arguant que ces derniers ne s'y trouvaient pas. Tout a été mis en œuvre pour en finir avec les gens du peuple qui affrontaient la répression.

Bien qu'on ait officiellement voulu nier les victimes, les morts étaient là, donnant la preuve que l'essence de l'État c'est la violence. Bien que le gouvernement ait nié l'utilisation des armes à feu par les forces répressives, les morts étaient là, avec leurs corps, têtes et dos, perforés par des balles en plomb. Des hommes, des femmes, des enfants ont été écrasés par les chevaux de la police, portant les traces des coups de matraques, marqués par les gaz lacrymogènes et vomitifs. Le gouvernement a admis mollement que quelques excès ont été commis, comme au temps de la dictature.

Une autre façon de raconter ce qui s'est passé, du moins dans la ville de Buenos Aires, c'est de parler des dommages dans la *city* portègne (quelque soixante pâtés de maison où se concentrent les finances et les entreprises internationales). Là, tout était destruction, vitres brisées, décombres, feu. Ce qui a commencé par des centaines d'actions contre les symboles du capitalisme a dérivé dans une destruction généralisée quand des milliers de personnes qui s'étaient emparées de la rue ont donné libre cours à leur rage.

Les raisons de tout cela ? Nous ne parlons pas des causes plus profondes qui nous feraient remonter à plusieurs décennies ; nous évoquerons les faits immédiats qui mirent le feu aux poudres.

Le 3 décembre, le gouvernement national a transféré, par décret, le contrôle de l'économie aux banquiers refusé le paiement des intérêts, notamment des petits investisseurs, pour répondre à la demande politique de déficit zéro du FMI, tout en essayant aussi d'éviter la fuite des capitaux. Ce qui a paralysé immédiatement l'économie domestique et a été le

Argentine Sur les récentes manifestations populaires

coup de grâce pour tous ceux qui étaient installés à leur propre compte et aussi pour les petits commerçants ; et ne parlons pas des secteurs marginalisés. L'explosion sociale n'allait pas tarder.

Les premiers saccages se sont produits le mardi 18 à Cordoba et à Entre Rios ; mercredi matin, ils se sont répandus jusque dans la banlieue de Buenos Aires et à d'autres villes du pays. La psychose, comme une peste, gagnait toute l'Argentine. La rumeur que des hordes de saccageurs – identifiés comme des « *piqueteros* » – ravageaient les quartiers s'est ainsi répandue. On essayait de déstabiliser le gouvernement et, en même temps, de créer un affrontement entre les pauvres pour désarticuler la lutte des secteurs populaires qui cherchaient à construire une société nouvelle. La droite et les péronistes ont choisi la guerre psychologique pour faciliter leur accession au pouvoir.

La réponse du gouvernement national à cette profonde crise a été la déclaration de l'état de siège pour trente jours. Une fois de plus, les demandes sociales étaient criminalisées et étouffées par la



population s'est mise en marche vers le Parlement et la Casa Rosada (palais présidentiel). Lorsque la foule, composée d'hommes, de femmes, d'enfants, et de vieillards a rempli la Plaza de Mayo, la police a lancé des gaz lacrymogènes. La réponse générale fut pacifique, bien que quelques groupes déchargèrent leur rage sur des panneaux publicitaires, les

et des balles de plomb – et aussi en caoutchouc. Sur les marches du Congrès, à 1,5 km de la Plaza de Mayo, tombait la première victime.

Malgré la répression, quelques groupes ont encore occupé la rue. Le jeudi 20, à midi, la police a chargé violemment les manifestants de la Plaza de Mayo. Renversées par les chevaux de la police, ils furent gazés, bastonnés, et mitraillés. La place fut dégagée mais la lutte allait se répandre dans tout le centre de la ville.

La résistance populaire, qui n'avait que des pierres pour se battre et quelques cocktail Molotov, a dressé des barricades durant huit heures, empêchant ainsi la progression de la police. Au fil des heures, la nouvelle des camarades morts intensifiait la colère. Vers 19 heures, quand la démission du président fut officielle, la police a attaqué violemment les manifestants qui étaient encore réunis dans la zone de l'Obélisque.

Pendant ce temps, dans le reste du pays, les luttes se succédaient. A Parana, capitale de la province de Entre Rios, la population essaya de brûler le siège du gouvernement. Dans la ville de Cordoba, aussi, elle tenta de mettre le feu au siège du gouvernement municipal. A La Plata, capitale de la province de Buenos Aires, les manifestants ont essayé de prendre d'assaut le parlement provincial.

Parallèlement à ce qui se passait dans les rues, la classe politique en général travaillait à résoudre le problème du vide de pouvoir créé par la fuite en hélicoptère du président démissionnaire Fernando De la Rúa. La nouvelle fut accueillie comme une victoire par la convention des gouverneurs justicialistes (péronistes), qui se réunissait à ce moment-là dans la province de San Luis. Il faut rap-

peler que, la veille, elle avait refusé de former un gouvernement de coalition pour accélérer ainsi l'inévitable déchéance du gouvernement radical. Ainsi, le gouvernement renversé par la lutte populaire fut rapidement remplacé par les péronistes, et, selon les paroles de Ramon Puerta, président du Sénat, qui avait succédé à De la Rúa : « A aucun moment il n'y a eu, institutionnellement, d'absence de gouvernement. »

Le dernier acte du gouvernement De la Rúa fut la levée de l'état de siège, insistant sur la parité peso/dollar et affirmant que sa démission n'était pas le résultat des luttes populaires mais plutôt le vide du pouvoir créé par les péronistes. L'état de siège fut à nouveau imposé par Puerta pour les provinces de Entre Rios, de San Juan et de Buenos Aires, pour être levé quelques heures plus tard.

La mobilisation populaire connut aussi ses côtés sombres : non seulement les Argentins ont rejeté la classe dirigeante (hommes politiques et syndicalistes), de même que le plan économique dicté par les organismes financiers internationaux, mais, et surtout, ils ont refusé toute idée politique de créer un projet social différent. Tous les médias ont présenté ces journées historiques comme un triomphe de la société civile disqualifiant le peuple en lutte et les marginalisés qui ont laissé pourtant leur vie dans les rues. Cependant, au-delà des manigances de la droite et du péronisme pour créer la déstabilisation politique, la démission de De la Rúa fut une victoire populaire.

Des compagnons de la Biblioteca Popular José-Ingenieros
Buenos Aires,
le 26 décembre 2001

Quelques chiffres sur l'Argentine

- 53% du produit intérieur brut va au paiement de la dette extérieure.
- 10% de la population détient 37,2% des richesses.
- 40% parmi les plus pauvres n'ont que 15% des richesses.
- 2 millions d'Argentins n'ont qu'un dollar par jour pour vivre.
- 45% des familles sont en dessous du niveau de pauvreté.
- Plus de 15,5 millions de personnes sont dans un état de misère.
- Plus de 2 millions d'Argentins sont au chômage.
- 36,4% des chômeurs ont des diplômes d'études secondaires ou universitaires.
- 37,6% des personnes posé-

- dant un haut niveau d'instruction sont sous-employés.
- 90% des travailleurs gagnent moins que l'année passée.
- Plus de 30 000 adolescents quittent le lycée en cours d'année scolaire.
- 30% des jeunes n'ont pas terminé l'école primaire.
- 15% des jeunes sont au chômage et n'étudient pas.
- Plus de 3,5 millions de chômeurs ont moins de vingt-quatre ans.
- 4,5 millions d'enfants de moins de quatorze ans vivent dans la pauvreté.
- Plus de 4 600 commerces (27,6%) ont fermé dans la capitale fédérale au cours des dernières cinq années.

force. Le décret présidentiel fut annoncé formellement le mercredi 19 décembre, vers 23 heures. Immédiatement, des milliers de personnes se sont précipitées dans la rue, manifestant ainsi l'un des actes de désobéissance civile le plus important depuis le retour de la démocratie représentative. Le vacarme de milliers de casseroles et de klaxons, et nombre de drapeaux argentins ont couvert tous les quartiers de Buenos Aires ; la

téléphones publics et les Mc Do.

Même après 3 heures du matin, la rue a continué à résister à l'état de siège, refusant l'intervention des syndicats et des partis politiques ; la police n'était pas, alors, très nombreuse. La nouvelle de la démission du ministre de l'Economie, d'abord, et du reste du cabinet, ensuite, a encouragé la force populaire. Mais vers 4 heures ont commencé les attaques de la police avec des gaz lacrymogènes

Insurrection populaire en Argentine

LES SURSAUTS qui ont secoués l'Argentine, du 18 au 20 décembre, ne sont que de nouveaux et violents épisodes de la guerre sociale qui ravage le pays dans une crise qui dure. Alors que le président Saa, successeur de La Rúa, a démissionné à son tour, la situation reste très tendue.

Nous vous proposons ci-dessous le témoignage d'un camarade anarchiste qui relate les événements de Buenos Aires. Dans tous les témoignages de nos correspondants, des constats reviennent : aucune organisation sociale ou politique n'avait prévu l'ampleur et la spontanéité des réactions ; il n'y avait pas d'encadrement des manifestants ; les prolétaires et la classe moyenne argentine étaient très déterminés face à l'annonce de l'état de siège décrété par de La Rúa. Autre observation : la sauvagerie de la répression, facilitée par la suspension des libertés publiques. Il faut ajouter à cela l'absence d'alternatives à la situation argentine.

Les esprits sont maintenant plus calmes après la démission du président de La Rúa et la nomination de nouveaux fonctionnaires. La convocation de nouvelles élections et le nouveau changement politique, la démocratie, garantissent la continuité du régime d'exploitation et d'oppression. La nouveauté, c'est que les motivations de ces changements ont détourné la révolte populaire qui a commencé en fin de semaine, pour continuer le mardi 18 décembre et connaître son paroxysme les deux jours suivants ; le bilan est de 25 morts, plus de 3 200 arrestations, une infinité de blessés, et une perte monétaire incalculable pour le gouvernement et les secteurs d'entreprises. De nombreux fonctionnaires, hommes politiques et journalistes décrivent les événements en parlant « d'anarchie dans les rues ».



Le mardi 18 décembre eurent lieu quelques mises à sac de supermarchés dans le sud de la province de Buenos Aires ; la fin de la semaine précédente, cela avait commencé dans des provinces comme Entre Rios, Santa Fe et Mendoza. Le mercredi 19, tôt dans la journée, les pillages s'intensifièrent à un niveau jamais atteint dans le pays. Plus de deux cents supermarchés, grandes ou petites surfaces furent dévastés par des gens majoritairement des quartiers où tout manque. Des milliers de personnes ont avancé, soulevant et détruisant clôtures et volets, pour surgir dans les commerces. Nourriture, articles ménagers, électroménager, meubles, etc. tout ce qui pouvait être emmené fut enlevé. La bourgeoisie et les secteurs privilégiés utilisèrent immédiatement la police et jusqu'aux employés mêmes des commerces pour la répression. Il y eut des arrestations et des morts dans tout le pays. Les saccages durèrent jusqu'à la tombée de la nuit.

Le gouvernement déclara l'état de siège et déploya sa force.

Au milieu de la nuit, des secteurs de la classe moyenne sortirent en masse dans la rue pour réaliser un « caceroazo » (*protestation bruyante, ndt*) et incendièrent des ordures dans les artères de la capitale fédérale, Buenos Aires. La télévision montrait des images jamais vues. La place de Mai et la place du Congrès se remplirent de milliers de personnes jusqu'au petit matin, alors la police entama la répression avec des gaz et des balles de caoutchouc. Les groupes les plus radicalisés se sont affrontés à la répression, détruisant et incendiant de nombreuses banques. Sur les marches du Congrès restait un homme saigné par une balle policière. Le matin du jeudi 20, la place de Mai était clôturée et gardée par des centaines d'hommes de l'appareil répressif. Des arrestations d'individus et de petits groupes ont eu lieu alors qu'ils tentaient, de façon pacifique, de franchir le dispositif ou

de protester. A l'intérieur du pays, les mises à sacs continuent.

Au cours de la journée commencent à arriver les groupes radicalisés qui s'affrontent à la police jusqu'à l'aube. Ils investissent des rues, frappent et se retirent. Le centre de la ville est une mer de pierre, de verre brisé, de colonnes de fumée, de gaz. Des barricades sont levées, des câbles sont tendus à travers la rue, pour retenir la police montée, des cocktails Molotov, pierres et armes à feu sont utilisés contre la police. Presque toutes les banques de l'avenue Corrientes et de l'avenue de Mai sont détruites et incendiées, les Mac Donald sont saccagés et ravagés par les flammes, entreprises d'électricité, de téléphone : tout symbole du pouvoir bourgeois fut attaqué et saccagé. La police attaqua avec des balles de caoutchouc et des balles réelles, avec des gaz lacrymogènes et vomitifs, des chevaux, des motos, des petits véhicules blindés, des camionnettes et hélicoptères. L'après-midi, il y avait déjà six morts occasionnés par les balles de la police et un policier tué par les manifestants.

A la fin de la journée, après l'annonce de la démission du président, les affrontements ont continué, de même que les saccages des banques, des commerces de vêtements et de musique. Quelques supermarchés de la zone du Congrès furent pillés par des manifestants et des gens du quartier, majoritairement des immigrants de pays comme la Bolivie ou le Pérou. Le centre de la ville est resté pratiquement détruit et impraticable au trafic. Les groupes radicalisés ont incendié au moins cinq camionnettes de l'entreprise postale privée Oca. Autour de minuit, les manifestants s'étaient retirés, fatigués et blessés, après une journée qui restera dans la mémoire collective comme la révolte populaire qui provoqua la démission d'un président, et pour ses protagonistes dans la rue et dans la lutte, comme deux jours de rébellion, de passion et d'anarchie.

Adrián

groupe anarchiste Libertad

Fait divers

Mourir de froid, en France, en 2002

CES DERNIERS jours, deux SDF, précaires, chômeurs, fins de droits, réalistes et autres loasers de ce début de millénaire capitaliste sont morts de froid. Dans la rue, sous une porte cochère. Dans des locaux à poubelles. Dans des niches en cartons. En pleine lumière ou dans un petit coin de pénombre. Discrètement. Ordinairement. Ils sont morts de froid parce qu'ils n'avaient plus rien. Ni boulot. Ni argent. Ni domicile. Ni famille. Ni amis. Ni relations. Ni espoir.

Ils sont morts de froid parce qu'ils avaient tout perdu. Ou parce que depuis toujours, ils erraient dans les corridors glacés des galères en tous genres. Sans rien. Ils sont morts de froid sans révolte. Résignés. Tétanisés par un système social, le regard des braves gens qui leur filent quelques euros et les pûtes sœurs des pauvres du caritatif qui, explicitement ou implicitement, les condamnent à la seule survie.

Ils sont morts de froid, de misère, de solitude et de désespérance alors que ce pays, qui est la quatrième puissance économique de la planète, n'a jamais autant regorgé de richesses et de surplus de toutes sortes. Alors que le luxe et l'opulence de certains ne sont jamais affichés avec autant d'insolence. Alors que les Bourses, les boursicotiers, les multinationales, les grandes entreprises, les petits et les grands malins du capitalisme n'ont jamais autant gagné de pognon. Alors que le centième des montagnes de fric que s'accaparent tous ces enfoirés suffirait à nourrir, loger, habiller, éduquer... tous les malheureux de cette planète. Ils se sont laissés mourir alors que l'opulence est à portée de main et que la vie, le bonheur, la liberté, l'égalité, l'entraide... sont à portée de toutes les révoltes et, surtout, de toutes les révolutions. De toutes les expropriations. De toutes les socialisations. De tous les partages.

Oh, hé! les sociaux, les cocos, les écolos ramollos et toutes les grandes gueules de la gestion « de gauche » du capitalisme et de la réforme à petites doses pour cause de prétendu réalisme, vous dormez bien la nuit?

Jean-Marc Raynaud

Crise de foi

Le cas des talibans modérés

EGGED, LA COMPAGNIE israélienne de transports publics, a fini par plier face à une association ultra-orthodoxe qui a obtenu la transformation d'une ligne régulière en ligne hassidique : files d'attente séparées pour les hommes et les femmes aux arrêts de bus, interdiction de la radio à bord et des affichettes publicitaires, réaménagement « décent » des vitrines d'une boutique de lingerie et d'un café.

En Espagne, Resurreccion Galera qui est prof de religion, ne retrouvera pas son poste après les vacances. En effet, l'État et l'Église ont décidé que l'éducatrice ne pouvait plus enseigner la catéchèse parce qu'elle est remariée à un divorcé. Quel crime impardonnable!

La plus ancienne femme prêtre de l'Église anglicane, Vivienne Faull, pourrait bientôt devenir la première femme évêque du royaume, d'après le *Daily Telegraph*, qui souligne que cette prochaine nomination risque de provoquer un schisme. L'ar-

chêveque de York, D. Hope, a annoncé qu'il démissionnerait si une femme était autorisée à porter la mitre. Le comité qu'il dirige travaille d'ores et déjà sur un projet d'Église dissidente. Enfin, Vivienne Faull reconnaît elle-même qu'elle a reçu des dizaines de lettres anonymes (preuve d'un grand courage) remplies d'insultes venant de fidèles choqués par sa possible promotion.

L'Église ne vire pas un prof parce qu'il est mauvais mais parce qu'il s'agit d'une prof remariée à un divorcé, on ne veut pas d'une femme évêque parce que c'est une femme. D'autres ne veulent pas monter dans un car en même temps que les femmes, et ne veulent pas entendre de musique ou voir des choses impures, bref le mal est partout et l'être le plus pervers, malgré les excuses papales et autres discours sur la tolérance, reste la femme. Mais que l'on se rassure, l'extrémisme, le sexisme religieux, c'est seulement les talibans. La preuve : les mollahs de l'Alliance du Nord proposent de lapider les femmes adultères avec « des pierres plus petites ». Certains chrétiens et certains juifs utilisent d'autres moyens pour lutter contre les femmes et la débauche. Mais tous, en cachette, aimeraient rétablir, feu la police de « la vertu et de la répression des vices » instaurée par les talibans.

Régis Boussières

groupe Kronstadt, Lyon

Actualité

AU DÉBUT du XX^e siècle, l'Argentine figurait parmi les dix pays les plus riches du monde, disposant d'immenses richesses en matières premières. Pendant les années 50 et 60, le pays était considéré comme future puissance industrielle. En décembre 2001, 40 % de la population vivait en dessous du seuil de pauvreté, l'économie était étouffée par le paiement de la dette et le pays était secouru par des émeutes de la faim.

Les raisons de ce déclin spectaculaire sont à la fois spécifiquement argentines et universelles, car similaires à d'autres trajets économiques des pays du « tricont » (les trois continents : Afrique, Asie, Amérique latine).

En 1973, le premier choc pétrolier engendre une situation inédite sur les marchés financiers : certains pays de l'OPEP (Koweït, Qatar, Emirats arabes unis, Bahrayn) disposent tout à coup d'énormes revenus en dollars que leur faible population ne peut totalement absorber. Ils placent donc le reste (environ 40 %) dans des banques occidentales.

Dans le même temps, les États de la triade (Europe de l'Ouest, Amérique du Nord, Japon) n'ont plus besoin de crédits : la reconstruction de l'Europe et du Japon est quasiment achevée et la crise économique paralyse toute l'activité industrielle, ainsi que les investissements.

Les banques se tournent donc vers de nouveaux emprunteurs : certains pays du « tricont » disposant de ressources en matières premières, notamment des pays de l'Amérique latine.

Les gouvernements de ces pays préféraient souvent emprunter auprès des banques privées plutôt que de s'adresser à la Banque mondiale. Celle-ci contrôle déjà à l'époque rigoureusement l'usage de ses fonds. Cette surveillance étroite dérange les élites, notamment celles qui utilisent ces crédits plutôt pour leur enrichissement personnel que pour le développement de leurs pays. Quant aux banques privées, elles sont peu pointilleuses. Elles comptent sur les richesses naturelles des pays débiteurs et la capacité des États à toujours trouver les moyens de rembourser leur dette¹.

Mais en 1979, la situation change radicalement, avec le renversement de la politique monétaire américaine : la lutte contre l'inflation porte les taux d'intérêts à un niveau sans précédent. Les pays emprunteurs se trouvent confrontés à un triplement des charges d'intérêt. Au même moment, la récession mondiale à la suite du second choc pétrolier (1979, révolution iranienne) casse les prix des matières premières, principale ressource des pays débiteurs.

Enfin, la faillite mexicaine et la cessation du remboursement de sa dette annoncée par le gouvernement en 1982 provoquent une réaction de panique auprès des banques. Elles se retirent totalement de ce marché à risques incalculables.

Sous la direction du FMI (Fonds monétaire international) et des gouvernements de la triade, certaines facilités ou reports de paiements et réductions de dettes sont alors accordés aux pays débiteurs, à condition qu'ils appliquent les plans d'ajustement écono-

mique ». Il s'agit surtout d'assurer la continuation du paiement de la dette, mais cette fois-ci autofinancé par les pays débiteurs.

Ceux-ci doivent donc trouver les moyens de mobiliser des sommes financières colossales qui dépassent largement leur capacité budgétaire habituelle. De plus, il leur faut attirer des devises pour le remboursement de la dette extérieure,

La crise argentine

généralement payable en dollar. Les mesures sont nécessairement draconiennes : création d'épargne forcées pour transformer une partie de la dette externe en dette interne, privatisation et braderie des services publics et des entreprises d'État, limitation radicale des dépenses publiques.

Le manque de devises exige la création d'un excédent commercial. Cet objectif est atteint par une forte dévaluation des monnaies locales freinant les importations et facilitant les exportations. Pour s'approprier ces devises réalisées par des entreprises privées, les États offrent des bons du trésor extrêmement avantageux, c'est-à-dire à fort taux d'intérêt.

Ensemble de ces mesures (restriction des activités de l'État, étouffement de la demande par l'épargne forcée, forte inflation provoquée par la dévaluation, transfert sans contrepartie des devises à l'étranger) crée un contexte économique assez difficile. Les entreprises sont très vite dans l'incapacité d'effectuer des investissements nécessaires, ce qui ne tarde pas à provoquer une perte de productivité, et donc de compétitivité par rapport aux entreprises occidentales. Le patronat réagit par une baisse brutale des salaires, de l'ordre de 50 % par exemple pour le Mexique².

Les principaux bénéficiaires de ces plans d'ajustement furent les banques créancières.

Elles avaient certes dû renoncer au remboursement d'environ 55 milliards de dollars de dettes et intérêts (sur une dette globale de 193 milliards de dollars) mais le service de la dette était maintenu, et le grand krach bancaire évité de justesse³.

Les perdants furent les salariés des pays débiteurs. En effet, ils et elles ont été doublement affecté(e)s : par la baisse radicale

des salaires⁴ et par la transformation d'une partie de leurs revenus en épargne forcée⁵, même si cette dernière mesure a également pénalisé les classes moyennes, et même les professions libérales.

Les pays débiteurs se félicitèrent d'avoir regagné de cette façon leur crédibilité financière internationale. À partir de la fin des années 80, de nouveaux flux de capitaux se dirigeaient notamment vers les pays d'Amérique du Sud. Il s'agissait surtout de financements directs, c'est-à-dire sans implication des banques et extrêmement mobiles, donc toujours prêts à être réorientés vers d'autres marchés au moindre doute sur la rentabilité ou la solvabilité.

Le retour des capitaux en devises a permis d'en finir avec la politique de dévaluation systématique et de mener des programmes pour freiner l'inflation galopante, devenue le principal problème économique⁶. Le paiement de la dette n'était désormais plus assuré par un excédent commercial, mais par les flux des capitaux étrangers.

Dans le contexte de forte croissance du début des années 90, le manque total de cohérence de cette forme de « remboursement » échappait visiblement aux acteurs économiques.

De fait, le retour de la récession eut un effet dévastateur sur les deux pays les plus exposés : le Mexique en 1994 et l'Argentine en 2001⁷. L'originalité du cas argentin se situe surtout au niveau de l'utilisation des emprunts : ils ont essentiellement alimenté la fuite des capitaux vers les paradis fiscaux, très probablement au bénéfice des généraux au gouvernement et de leurs amis, les industriels et grands propriétaires. On estime que 90 % des crédits accordés à la dictature militaire (1976-1983) n'ont pas pris la direction du pays. Pendant les deux dernières années du régime, la fuite des capitaux représentait une valeur de 21 milliards de dollars⁸ ! En 2000, la Cour fédérale argentine déclarait la dette accumulée par les militaires « illégitime » et contraire à la loi et à la constitution. D'après le jugement de la cour, Raoul Alfonsín, pre-

Scènes de réappropriation à Buenos Aires



mier président civil après la dictature (1983-1989), n'aurait pas dû reconnaître la légitimité de cette dette. Ce jugement remettait en cause le rôle du FMI dans cette affaire. En effet, celui-ci avait mis un de ses cadres, Dante Simone, à la disposition de la banque centrale argentine. Or, dans un rapport adressé au chef de la banque, Dante Simone encourageait les autorités argentines à signer de nouveaux crédits et minimisait les risques ainsi encourus. De plus, Alfonsín aurait dû prendre en considération que l'explosion des intérêts de la dette du pays ne résultait que de la décision unilatérale des États-Unis de renverser leur politique monétaire en 1979. De même, la décision du gouvernement Alfonsín d'assumer en plus le remboursement des dettes accumulées par les entreprises privées pendant la dictature reste totalement incompréhensible ! Paradoxalement, l'ampleur de la dette argentine met le pays en position de force : la cessation du remboursement argentin risquerait de déclencher une crise majeure sur les marchés financiers mondiaux. En plus, une telle décision pourrait encourager d'autres pays débiteurs à cesser également le paiement de leur dette.

La constitution argentine permet le non-paiement d'une dette déclarée « illégitime », le droit international, lui, reconnaît le principe de la dette « inique »⁹.

Néanmoins, pour l'instant il est plus qu'incertain que la classe politique argentine ait le courage, ou tout simplement la volonté, de résister aux pressions internationales, même si le « président d'une semaine », Adolfo Rodríguez Saa évoquait la possibilité de cesser le remboursement de la dette extérieure. Le mouvement populaire contre la politique économique argentine est-il capable de maintenir la pression de la rue sur le gouvernement ?

Inscrit(e)s dans le mouvement international contre la mondialisation et solidaires des manifestant(e)s en Argentine, il nous faut remettre au cœur de la discussion publique la revendication de la suppression totale et inconditionnelle de la dette des pays du « tricont ».

Martin

groupe de la métropole lilloise de la FA

1. La situation était différente pour la majorité des pays africains. Les emprunts dont ils ont « bénéficié » ont été accordés par la Banque mondiale. Mais face à la crise de la dette, celle-ci a néanmoins réagi avec autant d'intransigeance que les créanciers privés.

2. La Mondialisation financière, La Découverte et Syros, Paris, 1996

3. Jacques Adda, La Mondialisation de l'économie, tome II, éditions La Découverte, 2001

4. Les baisses de salaires sont largement responsables de l'accroissement spectaculaire du travail des enfants dans les pays concernés, devenu nécessaire pour assurer la survie des familles.

5. C'est d'ailleurs une mesure de type « épargne forcée » qui a déclenché les émeutes en Argentine : l'interdiction de retirer plus de 250 dollars par semaine en liquide.

6. Le gouvernement argentin était le plus radical en établissant la parité fixe entre dollar et peso.

7. L'Argentine se retrouva lourdement pénalisée pour sa parité fixe peso-dollar. Elle dut tout à coup supporter l'encherissement du dollar par rapport aux autres devises. Les exportations chutèrent brutalement.

8. Éric Toussaint, *ila* 249, octobre 2001

9. Comme l'explique Noam Chomsky dans un article publié récemment au *Monde libertaire* (n° 1251). Ce principe a été introduit par les États-Unis en 1898 pour justifier leur refus, après l'occupation de Cuba et des Philippines, de rembourser la dette cubaine et philippine à l'ancienne puissance colonisatrice espagnole.

Le collectif Sans-Ticket de Bruxelles sur Radio libertaire

De passage à Paris (à l'invitation du RATP), pour présenter leur livre *, le collectif Sans-Ticket de Bruxelles a répondu aux questions de Radio libertaire (émission Pas de quartier). Cette interview passera le mardi 22 janvier 2002, de 18 heures à 19h30.

Radio libertaire : Comment est né le collectif Sans-Ticket ?

Mathias et Vincent : Tout commence en 1998/99, au moment de la lutte des chômeurs et précaires. En fait, nos actions étaient largement inspirées par ce qui se passait en France à la même époque. Ce mouvement nous a redonné la force nécessaire pour reprendre l'initiative de la lutte sociale. Pour nous, cela s'est cristallisé autour d'un projet que nous avons construit ensemble : le centre social. « Cet endroit des possibles », comme nous l'appelions à l'époque, se voulait ouvert sur l'extérieur et cherchait des objectifs de lutte immédiats et alternatifs. Nous avons découvert la carte de transports d'AC 1, nous avons cherché comment se la réapproprier, l'adapter à nos spécificités belges (géographiques, sociale et politique). Au-delà de cette première approche deux axes de réflexion nous préoccupaient :

- parler sur le fait qu'imprimer un titre de transports né au cours d'une lutte (de chômeurs) pouvait avoir sa propre vie, alors que le mouvement qui l'avait fait naître était dans une période de déclin ;
- est-ce que le champ des transports (maintenant que les chômeurs ont quitté le premier plan des médias) peut être en soi un champ de lutte, de revendication, touchant l'ensemble de la population ? D'où la nécessité de réinventer les objectifs de la lutte, notamment en introduisant des pratiques de désobéissance civile.

Si la composition sociologique du CST était composée de chômeurs, précaires et intérimaires, il n'empêche que nous ne nous sommes jamais placés dans un aménagement « humanitaire » de la question. Notre projet a tout de suite été le libre accès total aux transports. A partir du moment où l'on considère les services publics comme un « bien commun », c'est-à-dire que tout le monde le finance (par les taxes), la gratuité pour tous est la seule solution immédiate.

Radio libertaire : Quelle a été votre première action ?

Mathias et Vincent : L'acte inaugural, c'est la « carte ». Deux groupes, un liégeois (Acteurs de l'ombre), un bruxellois (collectif autonome de chômeurs issu du centre social) ont débattu autour de la carte AC 1. Qu'est-ce qui nous convient dans cette carte ? Que devons-nous changer, ajouter, retrancher ? Nous avons changé le titre : « Carte pour un droit au transport » est devenu « Carte de droit aux transports ». Ainsi nous inversons l'ordre des revendications et la position des détenteurs de la carte vis-à-vis des contrôleurs. La liberté de se déplacer, le droit au transport est acquis ! Il ne faut pas le quémander, mais l'appliquer. Il s'agissait, aussi, de créer une jurisprudence de fait, car nous nous doutions qu'un jour nous aurions à nous confronter à la justice (voir les *Monde libertaire* précédents).

Nous voulions que se soit un objet politique « nomade », que n'importe qui s'em-

pare de la carte et de cette revendication. Enfin, nous avons évité tout centralisme en supprimant l'adresse unique.

Radio libertaire : Quels ont été vos premiers contacts avec les usagers, et les salariés des transports ?

Mathias et Vincent : Nous n'avions pas besoin d'aller chercher les usagers, puisque

nous sommes les premiers concernés. Nos premiers contacts réels ont eu lieu avec les contrôleurs de la SNCB (équivalent de la SNCF), chaque voyage était l'occasion de se confronter avec les agents. Ils ont une part très active dans notre lutte, d'abord, parce qu'à chaque voyage, il y a discussion et amende ou pas amende. Cela a beaucoup enrichi notre lutte. En fait, cette lutte se développe autour de deux types d'actions : une quotidienne et une individuelle : nous utilisons notre carte pour tous nos déplacements (y compris à l'international) et des actions collectives, festives.

Personnellement, j'ai rejoint le collectif à cette occasion en découvrant la carte. Comme beaucoup, je fraudais, cette carte m'a fait passer de la démerde individuelle à un acte collectif de revendication.

Autre exemple, nous avons appris qu'il existe deux lignes de bus à Bruxelles accessibles à toutes et à tous, mais gratuits uniquement pour les fonctionnaires européens. Cette nouvelle aristocratie s'est emparée de tout un quartier de la ville, l'a vidée de tous ses habitants pour en faire un endroit entièrement consacré à leur gloire. La dénonciation de ce privilège a été le prétexte pour entrer en scène collectivement. Nous avons décrété ces bus non payants pour tous les usagers. Assez rapidement nos actions suscitaient des réactions : les institutions ne fonctionnent que par le papier, cet objet cartonné qui n'a même pas la prétention d'être un faux en écritures, dérange parce qu'il les prend à contre-pied sur leur propre logique technocrate. En parallèle, les discussions s'engageaient à chaque fois avec les autres usagers. Que ce petit bout de carton interpelle et fasse trembler le mastodonte qu'est le service public des transports nous a surpris. Nous avons donc beaucoup appris

de tous : des contrôleurs, qui nous expliquaient leur conditions de travail (nous avons même bu un coup avec certains d'entre eux) ; des usagers et de leurs délégués judiciaires avec les sociétés de transports.

Radio libertaire : Avec cette lutte, nous avons remarqué que la gratuité est passée d'une notion strictement idéale mais intellectuelle (floue) à un acte concret, accessible à toutes et à tous. Faites-vous le même constat ?

Mathias et Vincent : C'est vrai, à condition de s'en donner les moyens, de quitter les slogans et les banalités. Nous avons cherché et trouvé des chiffres, des renseignements, des faits. Nous avons discuté avec beaucoup de personnes, nous avons expérimenté l'action directe pendant deux ans. Nous avons aussi recadré certaines actions, certains arguments ; nous avons fait notre autocritique. Tout ce travail préalable nous amène depuis quelques mois à concevoir la gratuité non plus comme un slogan uniquement libertaire, mais comme une revendication qui prend son sens dans le quotidien. D'ailleurs, un nombre grandissant de personnes de tous bords (vraiment de tous l'échiquier social) le conçoivent comme l'avènement d'une nouvelle sorte de revendication : une rupture culturelle en quelque sorte.

La gratuité ne résout qu'une partie des choses, elle ne suffit pas à changer la vie. Mais elle rend possible d'autres luttes, plus qualitatives. Aujourd'hui, la gratuité d'accès aux services publics est posée sur la place publique belge, personne ne peut plus ignorer ce débat et faire comme si une autre approche est impossible.

Radio libertaire : Est-ce déjà une première victoire ?

Mathias et Vincent : Non ! Pour que ce soit une vraie victoire, il faut que la population s'empare de ce thème. Au départ, ce sont les chômeurs qui ont sorti cette revendication. Peu après, les libertaires les ont soutenus, puis la gauche de la gauche, des intellectuels, des artistes, maintenant les médias et certains syndicats s'intéressent à nous... Notre but est que ça nous échappe complètement. Nous ne sommes pas dans une optique de prise de pouvoir sur un collectif quelconque. Nous souhaitons nous ouvrir à l'ensemble de la vie citoyenne et à tous les acteurs de la mobilité.

Radio libertaire : Avez-vous des contacts avec les organisations syndicales ?

Mathias et Vincent : Au cours de la première année, nous avons essentiellement travaillé sur le train (la SNCB). Nous avons parlé avec tout le monde, il faut préciser que la SNCB est le plus gros employeur du pays et que le taux de syndicalisation y approche les 90 %. Les structures de la SNCB tiennent du mastodonte (patrons et syndicats). Nous avons participé à certaines réunions syndicales (sans y être invités), et avons eu, l'année dernière, d'autres contacts individuels informels, lorsque nous étions englués dans nos affaires juridiques avec la STIB (équivalent de la RATP) : la justice réclamait des astreintes. Là est née la solidarité. Nous avons rencontré le syndicat de la STIB et nous lui avons expliqué que si nous étions condamnés, leur tour arriverait lors de la prochaine grève. Devant la répression, nous avons fait une alliance objective. Une de ces structures syndicales a pris publiquement position pour nous. J'ignore si nous en sommes à l'origine, mais depuis, à la STIB, certaines grèves se font sur le mode du

« tarif zéro » (accès gratuit au réseau urbain).

Par ailleurs, nous constatons des actes de solidarité active des chauffeurs de bus ou de métro : lors d'actions publiques, ils nous préviennent de la présence de contrôleurs à tel endroit, ou ils nous accueillent gentiment quand nous montons dans un bus (ils connaissent le collectif). Concrètement, il y a des passerelles et du respect entre usagers (sans tickets) et salariés. A nous de les utiliser au mieux.

D'où aussi la volonté de la part des patrons de nous faire taire. Tant que nous passions pour une bande de joyeux hurluberlus, ils nous laissaient. Pour le capitalisme, la question de la mobilité (des capitaux, des marchandises et des individus) est cruciale. C'est aussi pour cela que ce thème nous intéresse car il remet en question l'ensemble du système. Le service public (centralisé, démotivant et poussièreux), tel que le concevaient les décideurs il y a quelque temps, est fini. A nous de le reconstruire, de le repenser sur de nouvelles bases et d'inventer les formes de luttes qui l'accompagnent. Il faut le réinventer par le bas avec les premiers concernés : les travailleurs et les usagers. Il faut réintroduire cette notion de désir de bien-être, en contradiction avec la notion de gestion rationnelle clients/vendeurs. La liberté de circulation est un droit, elle doit devenir un plaisir.

Radio libertaire : Et les organismes de consommateurs ?

Mathias et Vincent : En Belgique, comme en France, il existe une tripotée d'associations de « consommateurs ». Elles cogèrent le système avec les mandataires politiques. Elles ne dérangent pas grand monde, de temps en temps, « on » les consulte sur la couleur du marché-pied, mais elle reste dans le système de relation clients/entreprise. Nous ne sommes pas du tout dans cette logique. Nous sommes des usagers qui refusons d'être convertis au clientélisme. Le service public est un bien commun pas un service clientèle. De fait, nous n'avons rien à nous dire. Par contre, il existe d'autres associations qui entrent dans le champ de la mobilité avec qui nous souhaitons travailler : les associations de cyclistes, les associations des personnes à mobilité réduite, etc. Le partage de la chaussée, de l'espace public, l'accès pour tous aux transports sont des sujets communs.

Propos recueillis par le groupe Louise-Michel en décembre 2001 membre du RATP

* A lire le *Livre-acès du collectif Sans-Ticket*, 7 euros, en vente à la librairie Publico.

**zéro euro
zéro fraude
gratuité
des transports**

Fédération Anarchiste
145 rue Amelot - 75011 Paris
01 48 05 34 08 * federation-anarchiste.org

**TRANSPORTS
GRATUITS
POUR TOUS & TOUTES**

**zéro euro
zéro fraude**

- arrêt des poursuites en cours ;
- suppression des contrôles et des amendes.
Pour que personne ne décide à notre place,
gestion directe du service public par les usagers et les
salariés des entreprises de transports.

Fédération Anarchiste
145, rue Amelot, 75011 Paris

Education

CLAUDE ALLÈGRE, en bon mammoth de l'Éducation nationale, a réussi à se mettre à dos l'ensemble d'une profession ; Jack Lang, tout sourire, a calmé le jeu et, pour ce faire, a lancé quelques initiatives, grogné quelques aspirations : calme plat pré-électoral.

Le mouvement Freinet au cours de son congrès de Rennes en l'an 2000, pour un Déclic dans l'Éducation nationale, et les signataires de « Ensemble changeons l'école » ont profité de cette brèche qui s'ouvrait pour se lancer dans un vaste chantier de création d'établissements innovants.

Depuis près de deux ans, de nombreuses équipes départementales, tant au niveau primaire que secondaire, travaillent à une transformation de l'école. A la rentrée scolaire, dans la plus grande précarité, quelques collègues inno-

Changer l'école : bref aperçu

vants ont vu le jour (Brest, Cantal, Le Mans). Sans garantie de pérennité, des établissements expérimentaux ont montré la viabilité d'une pédagogie au service de tous (les équipes Freinet, l'école Vitruve, les lycées expérimentaux). En octobre 2000, une première rencontre de l'ensemble de ces projets eut lieu à Montreuil. Elle a débouché sur une mise en réseau. Le manque de lisibilité émanant du ministère, les oppositions larvées de

la hiérarchie intermédiaire, la frilosité du « milieu » ne furent pas un ferment pour cette recherche de transformation de l'école.

Néanmoins, cette volonté collective de mutualiser, de coordonner est innovante. Elle casse avec la spirale du dire et du faire, de la réforme et/ou de l'évolution, de la trop grande spécialisation des organisations syndicales, pédagogiques, familiales ou éducatives. Cette mise en réseau tend à la globalisation de l'éducation et de ses acteurs (enseignants, élèves, familles, milieux). Elle est donc intéressante à plus d'un titre. Elle se justifie par son existence même : il revient aux partenaires scolaires d'inventer leurs propres espaces de travail.

Thyde Rosell

pour le projet La Ruche
(collège expérimental de Rochefort-sur-Mer)

Éducation populaire

Rencontre ICEM Innovation Saint-Denis

Dimanche 25 novembre 2001

AL'INITIATIVE de l'Institut coopératif de l'École moderne-pédagogie Freinet, 45 personnes se sont retrouvées à Saint-Denis le dimanche 25 novembre 2001. Elles représentaient 25 établissements, certains en fonctionnement depuis longtemps (équipes Freinet de Rennes, Nantes, Aizenay, Ecole Vitruve), d'autres fonctionnant depuis la rentrée 2001 (collège expérimental de Brest, école de Mons-en-Barœul, école de Gagny), ou participaient à des projets innovants largement élaborés et prêts à ouvrir en 2002 (Déclic 93, Miramont-de-Guyenne, Nantes, Rochefort-sur-Mer) ou à plus longue échéance (dans la Vienne, à Rennes, à Bordeaux).

Innover pour changer l'école

Le chemin pour la transformation de l'école est plus que jamais étroit entre d'un côté les tenants d'une innovation qui ouvrirait les portes à un libéralisme et à une marchandisation de l'école que nous condamnons et, d'autre part, un retour en force d'un didactisme qui, au nom de la réhabilitation des savoirs, condamnerait les pédagogies innovantes. Nous nous inscrivons dans le cadre de l'école laïque et du service public d'éducation. Notre volonté de changer l'école et ses pratiques passe par la multiplication d'équipes qui en prouvent la validité au quotidien, dans un souci de qualité pour le service public et pour la réussite de tous les enfants et jeunes à l'école.

Travailler sur le pédagogique met l'institutionnel à son service et non l'inverse. Quand on parle pédagogie, on se réfère aux principes fondamentaux des pédagogies actives, et notamment à ceux de la pédagogie Freinet qui s'inscrivent dans des perspectives de changement social.

Notre objectif est à la fois limité et ambitieux : créer au moins une école Freinet, un collège à pédagogie Freinet ou innovant dans chaque département. Au vu du nombre d'établissements d'enseignement cette revendication apparaît dérisoire. Et, pourtant, les difficultés administratives, ajoutées au manque de lisibilité de la politique ministérielle en la matière, risquent de prouver le contraire.

Rompre l'isolement

« Nous nous sentons moins seuls » : de nombreux participants ont ainsi exprimé leur volonté de rompre leur isolement. Des réticences institutionnelles globales apparaissent face aux projets. Des invariants sont recensés : problèmes de locaux, de nominations, dilution des responsabilités, disparité des moyens, manque de lisibilité des interlocuteurs et des démarches nécessaires, frilosité d'élus locaux (maires, conseils généraux) ou de certains membres de la hiérarchie intermédiaire (inspecteurs départementaux de l'Éducation nationale, inspecteurs académiques, IA, voire recteurs).

Une lecture transversale de l'ensemble des projets présentés révèle des axes de travail communs en matière de coopération institutionnelle, de globalisation des apprentissages, de prise en compte des parcours individuels des jeunes ou des enfants, d'ouverture sur le quartier ou sur la ville, de suivi collectif par la mise en place de « conseils scientifiques », de la valorisation des familles.

Nos projets restent innovants par :

- la place, le rôle de l'enfant, du jeune (de l'élève) dans la classe, dans l'école : reconnaissance de son droit à la libre

expression, au tâtonnement, à l'erreur;

- la mise en œuvre de la coopération et la collégialité à tous les niveaux;

- le refus de choisir son public, mais aussi de ne pas se le voir imposer (ancrage dans le territoire, non ghettoïsation) ce qui en assure la transférabilité.

Le passage de l'inspection à une évaluation concertée.

Mutualiser les compétences

Des propositions sont faites pour mutualiser erreurs et réussites, freins et obstacles. Pour mettre enfin des actes derrière les paroles, nous sommes également prêts à tenir notre place dans le champ de la formation et de la coopération :

- un stage, début 2002, sera

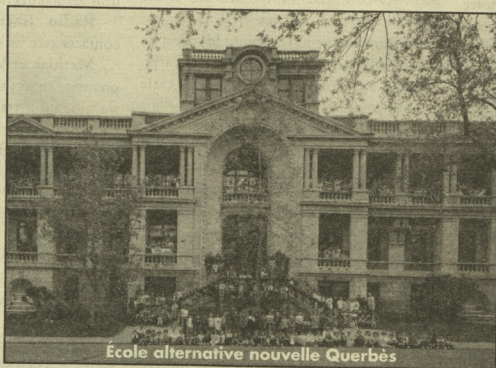
ayant à apprendre de l'autre;

- l'entraide et la mutualisation des erreurs et réussites des équipes ayant démarré à la rentrée 2001, parfois au prix d'un bricolage permanent, évitent l'autarcie institutionnelle et l'impossibilité de la transférabilité.

L'accompagnement des nouveaux projets d'équipes innovantes susceptibles d'aboutir pour la rentrée 2002 mais aussi pour les années suivantes marque notre volonté de rompre l'isolement accompagnant toute recherche pédagogique et institutionnelle.

Garantir les expérimentations

Travailler en équipe nécessite du temps. Or la question essentielle est de savoir comment assurer la continuité des projets, des éta-



blissements innovants au-delà des échéances électorales, et des changements éventuels de politique éducative. Quelles garanties pour la rentrée 2002? Quels engagements du ministère à plus long terme? Quelles protections sont-elles envisageables? Et, au-delà, *quid* même du chantier de l'innovation?

C'est pourquoi les partici-

pants ont sollicité du Conseil national de l'innovation et de la réussite scolaire et du ministère de l'Éducation nationale des réponses écrites, avant le 15 janvier, aux projets déposés pour 2002.

Par ailleurs, nous souhaitons des engagements écrits du CNIRS et du MEN permettant de servir de points d'appui afin d'assurer la durabilité des projets engagés pouvant déboucher sur un contrat d'innovation et la sécurité des personnels engagés dans ce chantier, notamment à travers la mise en place de postes à contraintes particulières.

Mise en place d'ateliers de travail

Sur proposition de la représentante de Déclic, cette journée débouche sur la mise en place d'un groupe de travail pour l'élaboration d'un texte commun qui sera réalisé au cours des Journées d'études de l'ICEM le 4 janvier. Ce texte d'orientation portera les valeurs des mouvements pédagogiques, ceux de l'ICEM mais aussi ceux réunis dans le CLIMPE et les signataires de « Ensemble, changeons l'école ». Il sera par la suite adressé à l'ensemble des organisations syndicales et associations éducatives. Pour renforcer ce réseau, l'ICEM met à disposition sa structure, apporte toute son aide institutionnelle aux groupes pour dépasser d'éventuels blocages locaux.

Depuis plus d'un an des équipes se rencontrent, échangent, collaborent, s'entre-apprennent au-delà de leurs spécificités. Dynamique nouvelle dans ce champ fermé de la réforme scolaire, ce chantier est important et il est ouvert à tous ceux et toutes celles qui veulent y coopérer.

Joël Blanchard

ICEM, pédagogie Freinet

Scission dans l'École émancipée

OUVERTE À TOUS les mouvements et courants de pensée se réclamant du syndicalisme révolutionnaire dans le champ de l'éducation, l'École émancipée a toujours été traversée par de vifs débats internes. Elle vit aujourd'hui, à nouveau, une situation de rupture entre ses militants puisque, lors de la dernière réunion de son instance décisionnelle, le Collège, deux équipes responsables ont été constituées.

Présenter les tenants et aboutissants de cet « acte du 25 novembre » n'est pas chose facile. Même réduite à la plus simple présentation des faits, aucune expression quelle qu'elle soit ne peut prétendre à la neutralité, à l'objectivité. Aussi dois-je prévenir le lecteur d'emblée : les propos tenus ici n'engagent que leur auteur, ils ne sont nullement l'expression d'une quelconque ligne politique impulsée par je ne sais quel grand chef charismatique. Pour autant, ils ne sont pas non plus les propos d'un individu isolé, ils traduisent un sentiment et une analyse partagés au sein de l'École émancipée, et ils ont fait l'objet d'une relecture collective.

Aux origines de la scission : une stratégie syndicale imposée

La rupture actuellement consommée vient de loin, chacun s'accorde à en voir les prémises dès la création de la FSU. Les désaccords se sont d'abord exprimés sur la conception du syndicalisme que l'École émancipée devait porter dans le contexte de l'éclatement de la FEN. Les statuts de la FSU, véritable cartel de syndicats nationaux souverains où l'espace fédéral est réduit à la portion congrue, n'ont jamais fait l'objet d'un consensus dans la tendance.

En même temps, les débats ont porté sur des questions de stratégie d'intervention syndicale. La création de la FSU avait été l'occasion, pour une partie des militants de l'École émancipée, de participer aux instances exécutives de la FSU et de plusieurs syndicats nationaux où la tendance est minoritaire, notamment au SNUIPP. La participation à des exécutifs hétérogènes avait été imposée par la politique du fait accompli, sans que jamais aucune instance décisionnelle de l'École émancipée n'ait eu à se prononcer.

Les militants en désaccord avec ces choix et restés syndiqués à la FSU, voulaient préserver l'unité de la tendance tout en continuant le débat interne. Le contexte de construction de la FSU et de plusieurs de ses syndicats, dont le SNUIPP, le changement de stratégie syndicale présenté comme une « expérimentation » et une rupture avec les pratiques antérieures dans la FEN, la progression de l'École émancipée en termes d'audience électorale dans la FSU, et la progression rapide de la FSU aux élections professionnelles, constituaient autant d'arguments pour ceux qui avaient imposé leurs vues à l'ensemble de la tendance.

Divergences d'orientation menaçant l'identité même de l'École émancipée

Mais la pratique des exécutifs hétérogènes induit nécessairement la recherche permanente d'accords avec la tendance majoritaire, et cautionne les choix des directions syndicales. On a donc vu se diluer peu à peu l'orientation de l'École émancipée dans



Manifestation à Paris, le 9 juin 2001

la recherche d'un consensus mou avec la tendance majoritaire dans la FSU, le courant Unité et Action. La conséquence en a été l'expression de plus en plus aiguë de divergences d'orientation au sein de l'École émancipée. L'objectif n'était plus d'en défendre les positions, qualifiées du coup de « traditionnelles », mais de les amender pour les rendre acceptables par la tendance majoritaire, au point de les perdre complètement de vue. Il n'est pas possible d'expliquer ici en détail tous les points de désaccord qui ont surgi.

On peut toutefois en présenter rapidement l'inventaire : – la transformation progressiste et radicale du système éducatif dans le cadre d'une école publique et laïque, la place de la réflexion pédagogique et l'investissement de l'École émancipée dans l'innovation ; – la lutte contre la précarité et la titularisation de tous les personnels précaires, sans condition de concours ni de nationalité ; – la création d'un corps unique de travailleurs de l'éducation ; – la revendication fédéraliste et le syndicalisme intercatégoriel, à la fois dans le fonctionnement interne de la FSU, et dans l'ensemble du paysage syndical, dans une perspective d'unification syndicale (Fédération d'industrie) ; – l'indépendance syndicale, vis-à-vis des partis, des pouvoirs politiques, de l'État (Charte d'Amiens).

Les étapes de la rupture : un fonctionnement démocratique piétiné

Le scénario classique de la scission s'est reproduit : c'est en définitive sur les questions de fonctionnement interne que la rupture a été consommée. Là aussi, des dysfonctionnements se sont installés dans la durée. Des principes tels que la rotation des mandats n'ont pas été mis en pratique dans la participation aux exécutifs nationaux. Les élus se sont institués en véritables représentants et dirigeants nationaux de la tendance, cooptant ceux qui participaient aux exécutifs sans que les instances collégiales de la tendance interviennent dans le processus de désignation autrement que pour entériner le fait accompli. Ils se sont mis à fonctionner de manière totalement autonome, sans contrôle possible par la tendance.

Un cap décisif a été franchi lors du congrès FSU de La Rochelle, durant la semaine de l'École émancipée en juillet 2000. Alors que la réforme des statuts de la FSU était à l'ordre du jour, les militants

investis dans les directions nationales ont refusé de porter au congrès les revendications demandant le renforcement de la dimension fédérale et la minoration du poids des syndicats nationaux. C'était tirer un trait définitif sur un débat interne qui n'avait jamais été tranché et ignorer des années d'interventions quotidiennes sur ce sujet dans les structures de cette fédération. C'était aussi une rupture avec notre pratique habituelle de recherche du consensus interne à l'EE, une première qui allait en appeler d'autres. On a vu ensuite l'exclusion d'un camarade de la délégation EE au congrès, les manipulations dans la constitution de la liste des candidats présentée au suffrage des syndiqués, le retrait de quatorze camarades de cette liste. Les divergences d'orientation s'exprimèrent publiquement au cours du congrès.

Autant de signes forts, qui pourtant n'ont pas permis de faire fléchir la détermination de ces dirigeants nationaux auto-proclamés à poursuivre leur entreprise destructrice. A l'approche du congrès national SNES de Strasbourg, ces militants, soutenus par l'équipe responsable alors en place, décidèrent l'organisation d'une consultation sur l'entrée à l'exécutif national du SNES, avec des modalités pour le moins surprenantes, où un délégué académique pouvait voter deux fois, où il n'était pas nécessaire d'être adhérent à la tendance pour avoir droit de vote, et où les mandats collectifs de groupes départementaux (fonctionnement normal de la tendance) n'étaient pas pris en compte. Sans même attendre le terme de cette mascarade, des délégués École émancipée conduits par Bernard Collongeon voulurent profiter du congrès pour annoncer et négocier leur place dans l'exécutif du SNES : c'est ce qui a motivé, avec le constat du renoncement aux positions fondamentales de l'EE, la constitution de deux listes EE pour les élections dans le SNES.

Mais ce n'était pas encore assez. Il fallait aussi redéfinir l'École émancipée comme une tendance s'adressant exclusivement aux syndiqués de la FSU : c'était exclure les militants de plus en plus nombreux, depuis l'éclatement de la FEN puis la création de SUD Éducation, qui avaient fait d'autres choix syndicaux. Il fallait remplacer les groupes départementaux et les collèges,

accusés de n'être plus des lieux d'élaboration, par des « stages » dans les syndicats nationaux de la FSU : c'était renoncer au fonctionnement intercatégoriel et fédéraliste. Il fallait réformer le règlement intérieur, créer une « association des élus de l'École émancipée », prendre le contrôle de la revue, pour officialiser le pilotage de la tendance par ses représentants aux exécutifs nationaux.

Notre dernière assemblée générale statutaire (seul lieu et seul moment où l'on vote habituellement dans l'École émancipée, puisque la règle est le consensus) en juillet 2001 avait invalidé ces choix à une majorité des deux tiers. Qu'à cela ne tienne : la « direction nationale » allait prendre sa revanche à l'occasion du renouvellement de l'équipe responsable, en s'opposant au projet d'une équipe responsable pluraliste (c'est-à-dire intégrant tout l'éventail des positions exprimées dans les débats internes) en région PACA par la constitution d'une équipe homogène en Région parisienne et par l'obtention de mandats de groupes départementaux sur la réforme des statuts et du règlement intérieur de la tendance. C'est finalement sur le refus catégorique de tout contrôle des mandats obtenus, que la scission de l'École émancipée aura été entérinée, dans la matinée du 25 novembre dernier.

Lecture politique des événements

C'est donc bien une scission programmée que nous vivons aujourd'hui. La question des responsabilités politiques de cette situation, dans un temps si proche de l'événement, est évidemment complexe et très sensible. Elle est complexe parce que la ligne de partage au sein de l'École émancipée ne s'est pas faite sur un simple critère d'appartenance/non-appartenance à une organisation politique. Des militants appartenant à la même organisation politique que les « dirigeants nationaux » ont publiquement refusé de les suivre dans la voie qu'ils avaient tracée.

A l'inverse, d'autres n'appartenant pas à cette organisation soutiennent les entreprises de cette direction. Par ailleurs, et il faut le réaffirmer fortement ici, il ne s'agit pas de jeter l'anathème sur la totalité d'une organisation politique pour en exclure les membres. L'École émancipée que nous défendons, avec l'équipe responsable de la région PACA, a bien vocation à rassembler tous ceux qui se situent « à gauche de la gauche » sur les bases du syndicalisme révolutionnaire et les orientations citées plus haut.

La lecture politique de cette scission est un sujet sensible, et même douloureux, aussi parce que des militants sont dans le désarroi, placés dans une situation qu'ils n'ont pas voulue et mis en demeure de faire des choix qu'ils refusent de faire, alors qu'ils restent profondément attachés à l'unité de la tendance.

Ce qu'on peut tout de même dire aujourd'hui, et qui est facilement vérifiable, c'est que les partisans de la liste Collongeon, pour la participation à l'exécutif du SNES, avaient publié leur plaidoyer dans *Rouge*, organe de la LCR, et que la lettre-réponse adressée à ce journal par Pierre Stambul, tête de liste opposée, n'a jamais été publiée. Il faudra bien, un jour, avoir le débat sur cette question.

Raymond Jousmet
militant École émancipée
de Charente-Maritime

Expressions

Les fleurs effeuillées

Dédié à la FA, à l'occasion du vingtième anniversaire de Radio libertaire, et à la mémoire de Julien.

*Les fleurs effeuillées
Une femme souffle
Une femme s'ouvre
Une femme apparaît
Une femme pleure derrière un soupir gelé
De la patience
Pleure plus fort que la beauté
Et dans les jets d'eau de son regard germe
Un embryon.*

*Je les sens
Je parle des mains des amoureux
Qui chantent dans une lacune infinie
Les jardins d'oliviers sont pleins de désir
Et l'horizon s'envole vers le sacrifice
Et la mer, la mer blessée se dévêtra dans sa gorge.*

*Le soleil flirte peut-être avec tes bras
Et nous interpréterions les fleurs en langue
Emplie de l'amour
L'esprit de ma dame est endormi
Seul, sur le seuil de la transparence
Son cœur se réveillerai peut-être dans une auréole de sang.*

*J'offre mes racines à la terre
Mes racines avec les fontaines de sang
Débordent de mon corps
Mes racines avec les tiges égarées des étoiles innocentes
Mes racines avec le jaillissement de mes seins dans son pistil
Je les offre à la terre.*

*Elle sera la mariée des eaux
La mariée des oiseaux, la mariée des mains attachées
Avec son corps flottant dans la destruction
Quel parfum a-t-il son cœur affligé ?
Empli de paillettes et de bulles
La femme qui brûle les blessures de la terre
Et ses rêves se transforment en folie.*

*Quel parfum a-t-il ? Son cœur
Affligé dans mon cœur tourmenté
Quel parfum a-t-il ?
La lune se penche
Avec les grappes de larmes
Elle se sent un berceau
Dans l'amertume d'une fièvre.*

*Je cherche ta voix
Parle toi aussi
On me mâche
Et ton nom a été pillé
Parle toi aussi
Le croisement du déclin approche
Et une colonne de la mélancolie
Ferme mon regard
Dans une honte vidée.*

*Parle toi aussi
La tempête des chevaux parviendra
Par un cri noir des silhouettes ébahies
Et une main emplie de corps morts
M'embrasse
Dans une poussière empoisonnée.*

*Parle toi aussi
La coupe d'antique est débordée
Et le bout de mes doigts brûle de révolte.*

Zari Jafari

« Sam suffit », roman « policé » de Jacques Vallet aux éditions Baleine

LES ACCROCS du *Monde libertaire* et tout spécialement de sa rubrique dédiée au roman noir connaissent bien Jacques Vallet. Ils ont plongé dans l'extraordinaire, dans les mauvaises fréquentations de l'auteur-voyageur : en Bourgogne avec une mafia de l'immobilier (*L'Amour tarde à Dijon*), en Martinique (*la Trace*), dans le marais journalistique parisien (*Une Coquille dans le placard*), enfin au Japon (*Monsieur Chrysanthème*).

La surprise est aujourd'hui d'autant plus cruelle qu'après les voyages étranges ou exotiques, ils se trouvent devant un objet-titre *Sam suffit* dont le conventionnel banal évoque le mesquin pavillon de banlieue, la bâtisse à l'agressive laideur arborant fièrement sa « décoration-crachat » dans un paysage simple ou d'une beauté non ostentatoire.

Sam suffit... On imagine dans le lopin bétonné avec gazon artificiel, le nain de jardin. Une saga sociologique en somme... Et bien... oui et non. C'est un vrai polar mais Sam c'est Samuel Becker et le nain c'est... devinez... Nous voilà entraînés dans un voyage énigme d'un nouveau genre.

Finis l'exotisme du milieu parisien des pisse-copies, celui des yakusas nippons, des maléfiques vaudous des Caraïbes. Nous sommes dans la jungle des livres et de leur machinerie à remonter le temps... à rechercher le coupable. Car il en faut bien un de coupable, même pour un polar à bretelles littéraires.

On a donc une inquiétante disparition d'un jeune acteur d'*En attendant Godot*, un Lucky malchanceux amant d'un jour d'une call-girl. On a un détective libraire noyé dans sa caverne étroite bourrée de livres introuvables. « Gondol », qu'il se nomme le héros chercheur de vieux parchemins et d'assassins avec victimes hypothétiques. Un gondolé de la calebasse, un lampeur de muscadet ou de tout petit blanc à s'agenouiller devant (le vallet, appellation contrôlée, par exemple).

Et puis les comparses qui, selon l'humeur du temps et du héros, stimulent ou éteignent son imaginaire et ses capacités déductives : la belle amante Iris, les amis amateurs de livres, de jaja ou de radio, les vieilles connaissances de l'auteur, et bien sur... les affreux.

Au détour d'une page on découvre le mur des Fédérés, Radio libertaire et, surtout, les poètes écrivains dont la vie et l'œuvre vont servir à éclaircir le mystère policier.

De Théophile de Viau et Lucilio Vanini, tous deux persécutés par l'Église, le roi et les académies (l'un brûlé, l'autre banni) à Théophile Gautier, c'est un parcours dans le temps sous le signe de la lutte permanente des esprits libres, des poètes, des amoureux de la vie contre les tenants d'un ordre établi barbare et rétrograde, les intégristes d'un Dieu commode paravent de leurs basses œuvres, les sabreurs maniaques de l'obscurantisme.

Ah ! j'allais oublier de vous parler de la ribambelle de « Godot » qui parsème notre aventure. Plus néfastes les uns que les autres. Bref, inutile que vous en attendiez un. D'ailleurs, l'auteur a trouvé. Si Sam Suffit est cette bicoque avec nain de jardin, il se trouve que Godot était un évêque mondaïn, écrivain pieux fréquentant les salons, un petit arriviste se glissant dans les couloirs de la première Académie française. Il était du bon côté du manche et du bûcher. A l'hôtel de Rambouillet ou se réunissait la bonne société de l'époque (1620) pour mettre en cage la parole et les hommes libres, Godot, chafouin et tartuffe, petit par la taille et la vertu, était appelé « le nain de Julie ».

Que pouvait-t-on donc en « attendre » de bon ? Vous voilà éclairés. Mais pour plus ample informé... buvez, lisez le dernier Jacques Vallet (le bouquin et le vin). *Sam suffit*. Une cuvée de libertin, de libertaire, en un mot... de roi.

Archibald Zurvan



Vient de paraître

Collectif : *Pourquoi fauchons-nous encore des OGM ?*

Le 5 septembre 2000, étaient jugés au tribunal de Foix, en Ariège, des faucheurs de colza transgénique. Ce jour-là, le collectif qui les soutenait a organisé dans les rues de la ville des manifestations, des concerts, pour être solidaire et prolonger le débat sur la génétique et le système de domination qu'elle symbolise. Ce recueil rassemble un ensemble de textes, de récits et d'analyses qui contribuent à rendre compte de la journée, et plus largement des motivations et des réalités de ceux qui détruisent des expérimentations hautement scientifiques.

Petit aperçu du sommaire

- Histoire du fauchage et de son procès ;
- Débats, interrogations, résistances et alternatives (avec entre autres : quelle agriculture pour quelle société, criminalisation sociale, désobéissance civile).
- Petits paysans pour de nouvelles installations ;
- Initiatives autour de la restauration collective, etc.

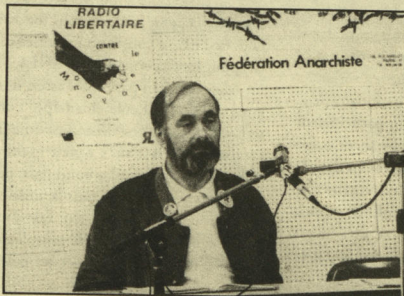
Vous pouvez vous procurer ce livre au collectif anti-OGM, BP 5, 09240 La Bastide-de-Sérou

Disponible aussi à *Publico*.

Le prix est porté à 20 F ou 3,05 euros. Les bénéfices serviront à soutenir les inculpés d'un deuxième fauchage dont le procès aura lieu dans les semaines qui viennent à Foix. Nous vous tiendrons au courant. Merci de votre soutien.

FA de l'Ariège

Yves Peyraut nous a quittés



« Les vrais enterrements viennent de commencer », chantait Brassens. Nous sommes un certain nombre, camarades et amis de longue date d'Yves Peyraut, qui aurions bien aimé attendre encore bien des années avant d'entonner la triste chanson. Un mois et demi se sera écoulé depuis la mort de Julien, et voilà qu'à nouveau un copain s'est arrêté sur le bord du chemin.

Nous reviendrons dans le prochain numéro du *Monde libertaire*, avec d'autres camarades espérantistes, de la CNT et de Radio libertaire, sur le parcours de notre copain qui vient de mourir. Salut Yves, salut ami!

Floralé

BERTRAND TAVERNIER jouit en France d'un important capital de sympathie qu'il doit autant à ses films qu'à ses nombreuses prises de position toujours généreuses sur notre monde et ses disfonctionnements. Son dernier film *Laissez-passer* lui ressemble assurément. Sur un scénario touffu mais linéaire et extrêmement construit, Tavernier nous raconte le cinéma sous l'Occupation à travers le destin de deux hommes : l'assistant réalisateur, Jean-Devaivre (Jacques Gamblin), et le scénariste, Jean Aurenche (Denis Podalydès). Bertrand Tavernier les a fort bien connus tous les deux et il a conçu son film, avant tout, comme un hommage aux hommes qui font vivre le cinéma. *Laissez-passer* bénéficie pleinement de sa connaissance intime et passionnée du septième art.

A un second niveau de lecture, le spectateur peut y voir une défense résolue du cinéma de la qualité que la nouvelle vague abhorrait et dont Jean Aurenche et Pierre Bost, au centre du film, furent les parangons honnis en particulier par François Truffaut. Mêmes images léchées, mêmes dialogues brillants, *Laissez-passer* s'inscrit résolument dans la tradition du cinéma de la qualité. On imagine assez bien Tavernier notant, avec gourmandise, comme le fait Aurenche dans son film, des répliques percutantes lors de ses entretiens avec ces deux témoins de l'époque. C'est le côté le plus réussi du film ; et beaucoup de spectateurs quitteront à regret tous ces personnages attachants, après presque trois heures d'un récit très bien ficelé.

Pour mettre en œuvre cette reconstitution soignée, Bertrand Tavernier a dû bénéficier d'un budget imposant : il ne manque pas un bouton de guêtres, et sa galerie de personnages célèbres est impressionnante avec, en premier lieu, les deux protagonistes centraux autour duquel gravitent des dizaines de seconds rôles tous épatants (le

directeur du casting a dû se régaler !). Entre beaucoup d'autres, sidérant de bêtise triomphante, Roger Richebé mérite bien son surnom de Pauvreque que lui donnait Henri Jeanson, Jean-Paul Le Chanois fait montre d'un héroïsme de père tranquille (sic), etc. Seule hypothèque future sur la fréquenta-

loisir le plus populaire, et les salles européennes étaient privées de films américains, leur principale source d'approvisionnement. En produisant des films français, les nazis se donnaient ainsi les moyens d'alimenter les salles de l'Europe occupée. Avec subtilité, les nazis se contentèrent de

« Laissez-passer » ou l'Histoire escamotée

tion, *Laissez-passer* n'est pas *Madame Sans Gêne* (réalisé en 1941 par Roger Richebé sur un scénario de Jean Aurenche) et, par conséquent, ces personnages ne sont guère connus, en dehors du cercle des spécialistes de la période.

Malheureusement, toutes ces qualités indéniables à mettre au crédit du film nuisent en définitive à la prise en compte de la dimension historique. Une trop grande sympathie avec les hommes et le monde du cinéma empêche Bertrand Tavernier de (se) poser les vraies questions. La nostalgie l'emporte, et l'Histoire se trouve largement escamotée.

En effet, toute réflexion sur le cinéma français sous l'Occupation doit dépasser une simple analyse de contenu pour prendre en compte la question des fonctions qu'il remplissait dans l'effort de guerre des nazis. La production cinématographique française fut dominée durant toute l'Occupation par une maison de production, la Continentale, constituée par l'occupant pour réaliser des films français. L'occupant poursuivait en l'espèce un objectif politique clair : il s'agissait de divertir les Européens. Le cinéma était à l'époque, il convient de ne pas l'oublier, le

contrôler d'en haut la réalisation de cet objectif politique : Alfred Greven, un Allemand, pas même nazi, dirigea la Continentale. Dans le film, Greven exprime sa sympathie d'ancien combattant à Jean-Devaivre, tire Spack et même Le Chanois du cachot. La Continentale offrait des conditions salariales très appréciables (contrat à l'année, salaire supérieur aux pratiques françaises) qui surent attirer les meilleurs. Pour le reste, il suffisait de laisser les Français faire car ils savaient faire. Résultat, rien ne permet de distinguer les films produits par la Continentale des autres films français... Cette absence de dissemblance semble, tout compte fait (à tous les sens du terme), terriblement accablante pour l'ensemble de la production française. Elle dit que les fonctions idéologiques remplies par l'ensemble de ses films convenaient parfaitement au procès de domination imposée par les nazis, d'abord à leur peuple puis à l'ensemble des peuples de l'Europe. Les collaborateurs français, qui jouaient ces films trop timorés dans leur engagement aux côtés de l'Allemagne nazie, n'avaient, en fait, rien compris. Mais leurs attaques dédoublèrent opportunément le cinéma français.

Cette « neutralité » de l'expression a servi parfaitement d'alibi à tous ceux qui ont continué à travailler sous l'Occupation en leur permettant de vivre sans trop d'état d'âme leur collaboration avec les nazis ou avec les fascistes italiens (*Les Enfants du Paradis* fut financé par des capitaux italiens). Du moment que leurs films ne faisaient pas l'apologie du régime nazi, les professionnels du cinéma français étaient tranquilles... Mais peut-on imaginer un seul instant que ces États totalitaires finançaient des entreprises, en plein effort de guerre, pour l'amour de l'art ?

Lors d'un repas, à la fin du film, Pierre Bost répond à la question sur la position des cinéastes durant la guerre : « Nous fabriquons des histoires pour les fabricants de draps. » C'est un peu court et cela correspond à la position des cinéastes compromis par leur attentisme. Bonhomme bien rond, Marcel Carné prétendait avoir continué de travailler en France occupée car il ne savait pas tenir de fusil ; c'est tout ce qu'il trouvait à dire. À croire que les instits ou les paysans engagés dans la Résistance eux savaient ! Dans *Laissez-passer*, les seuls collabos sont extérieurs au monde du cinéma, à l'exception d'un technicien maréchaliste et d'un figurant plus ou moins trafiquant au marché noir (rien de bien méchant). Le vrai salaud est un ex-flic reconverti dans le marché noir de biens spoliés : le fantôme d'Harry Baur traverse alors le film. Dans *Laissez-passer*, le cinéma français ne se situe que du côté des victimes ou des résistants. Décidément dans le cinéma comme dans l'Ouest (Tavernier est grand admirateur et vulgarisateur du cinéma américain), lorsque la légende dépasse la réalité, on tourne la légende. Ce faisant, Tavernier fait œuvre de cinéaste mais sûrement pas d'historien et *Laissez-passer* est finalement plus un film en costume qu'un film d'Histoire.

Mato-Topé

Communiqué du Centre d'éducation libertaire Bonaventure

Bonjour à tous et à toutes,

Comme vous le savez certainement, le Centre d'éducation libertaire Bonaventure a décidé cette année d'orienter ses activités vers un public adulte, et non plus seulement vers les enfants. Pendant quelques mois, nos locaux n'accueilleront donc pas de groupe scolaire, le temps pour nous d'organiser ces nouvelles activités. Mais pas de panique, l'éducation libertaire reste notre optique majeure, et nous avons déjà cinq inscriptions pour l'an prochain.

Cette volonté d'étendre notre domaine d'action aux adultes est né du constat que : - l'éducation populaire ne saurait seulement s'adresser aux enfants ; - des expériences nées d'échanges de savoirs et d'analyses avec des mouvements d'éducation populaire alternatifs ; - de nos compétences en matière de mutualisation des savoirs ; - de nos capacités à avoir su tisser un réseau libertaire et autogestionnaire autour des possibilités de construire une éducation égalitaire et libertaire.

Tous et toutes, avec le temps, avons besoin de renouveler nos connaissances, d'approfondir nos savoirs et d'acquérir de nouveaux savoir-faire. Au regard de l'expérience que nous avons aujourd'hui - après dix années de pratiques libertaires dans l'éducation - mais aussi des capacités reconnues de notre équipe dans l'enseignement et le militantisme libertaire, nous avons donc décidé d'organiser, entre autres activités, des cycles de formation politique et syndicale.

Comment combattre le système capitaliste de manière efficace alors qu'il ne cesse d'évoluer ? Comment lutter contre les multinationales sans comprendre les ramifications qui les unissent ? Quelles alternatives économiques et sociales proposons-nous en tant que libertaires et anarchosindicalistes ou syndicalistes révolutionnaires ? Sur quels terrains souhaitons-nous mener les luttes ? Ces questions sont de toute évidence cruciales. En nous donnant les moyens d'y répondre, nous nous armons pour l'avenir.

En proposant d'assurer ces cycles de formation, le Centre d'éducation libertaire Bonaventure souhaite laisser le maximum de latitudes aux militant(e)s intéressé(e)s.

Dans ce but, nous avons envisagé différentes alternatives, toutes destinées à faciliter la mise en place de ces formations, et le travail de Bonaventure avec les organisations et les individus intéressé(e)s. Voici ce que nous pouvons proposer :

Dans les locaux de Bonaventure

Pendant les vacances scolaires, afin que chacun(e) puisse se déplacer sans contrainte jusqu'à Oléron (rappelons que nous sommes installés sur une île devant La Rochelle), nous mettons nos locaux à disposition des formations. Dans ce cas, l'équipe de Bonaventure s'engage à accueillir le participant(e)s, et à mettre ses membres à disposition si besoin est pour assurer la tenue des cycles. L'organisation des formations sur Oléron, peut-être très agréable, car nous bénéficions d'une situation géographique idéale (l'océan est à 500 mètres, et les sites à visiter ne manquent pas, d'où l'intérêt de le faire pendant les vacances). C'est l'occasion de recréer le principe des athénées libertaires espagnols, quand le militantisme incluait le plaisir de vivre avec les autres.

Dans vos régions

Comme il ne sera certainement pas possible d'organiser systématiquement les cycles de formation sur Oléron, nous proposons également de nous déplacer dans vos villes. Pour cela, les groupes organisateurs devront s'engager à tout mettre en place, ce qui nous semble plus pratique et réalisable.

Les thèmes traités lors des formations devraient, selon nous, être déterminés entre les groupes locaux et notre équipe pour que nous puissions agir au mieux, et fournir la meilleure qualité possible. De toute manière, conformes à la pédagogie libertaire, nous partons du principe que la formation est continue et réciproque. Nous avons tous et toutes des expériences à apprendre des autres...

riences à apprendre des autres...

Afin de pouvoir mieux vous expliquer le projet et vous permettre de nous rencontrer, nous pouvons organiser une réunion courant janvier 2002 à Paris. En attendant, nous vous invitons bien sûr à nous écrire pour nous communiquer vos suggestions, vos désirs concernant les cycles de formation, vos remarques, et nous dire si vous viendrez à Paris (possibilités d'hébergement pour les militant(e)s qui en feront la demande).

Parce que nous progressons mieux à plusieurs que seul(e)s, parce que les idées ne sont rien sans la pratique.

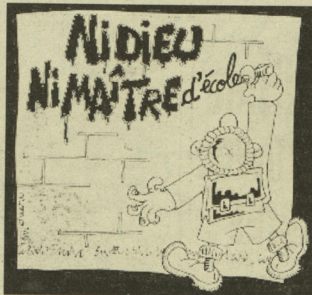
Le 21 décembre 2001,
pour l'association éducative
Bonaventure,

Cédric Dupont

Association éducative Bonaventure,
35, allée de l'Angle, Chaucre,
17190 Saint-Georges-d'Oléron.

Tél.: 05 46 75 08 92
Fax : 05 46 76 82 60

bonaventure@wanadoo.fr
http://perso.wanadoo.fr/bonaventure



Vie du mouvement

A l'occasion
du meeting
de clôture

Lyon

de la
tournéed
Medef

Non à la démolition sociale !

LE 15 janvier 2002, le Medef, le plus gros syndicat de patrons, se réunit à Lyon pour clôturer sa tournée de forum sur toute la France. Cette tournée, intitulée « En avant l'entreprise, en avant la France », s'inscrit dans la perspective des élections présidentielles puisque le patronat s'estimant le principal acteur de la puissance économique, s'est cru obligé de faire quelques suggestions aux candidats. En d'autres termes, le candidat qui intégrera les revendications du Medef à son programme, bénéficiera des voix de ce dernier.

Retraites, 35 heures, Sécurité sociale, indemnités chômage, casse du service public... vaste chantier auquel le patronat a décidé de s'attaquer et dont le fondement est de détruire tous les acquis sociaux. Pour le Medef, cette « refondation sociale » va bien au-delà de quelques propositions de réformes : il s'agit surtout d'un beau projet social bien ficelé, à nos dépend, et dont l'entreprise serait au cœur. Citons pour exemple le président du Medef-Auvergne : « Les entrepreneurs souhaitent être des acteurs honnêtes et réformistes, véritables catalyseurs de la mutation indispensable d'une société française repliée sur ses archaïsmes. » Entendons bien sûr par archaïsme la retraite par répartition, la Sécurité sociale et tous les droits qui protègent les salariés. Bref, le Medef propose une véritable « charte du travail » qui n'est pas sans rappeler les heures sombres sous Pétain.

Logique capitaliste, logique de mort

Le maître mot de ce projet du Medef est celui d'adaptabilité. Adaptabilité au marché, adaptabilité à la concurrence, adaptabilité à la mondialisation et, pour tous ceux et toutes celles qui n'ont que leur force de travail, physique et/ou intellectuelle à vendre cela signifie flexibilité, individualisation, précarité et exploitation accrue. L'enjeu central de cette offensive générale contre le monde du travail est celle de la transformation du contrat de travail, des formes du salariat. Le patronat

milite bien pour une révolution du salariat dont l'objectif est de nous transformer en travailleur journalier des temps modernes dont les agences d'intérim seraient les principaux recruteurs/rabatteurs. Fini les contrats en CDI voire en CDD et place aux contrats de mission où chacun se retrouve individualisé et isolé face à son employeur et ainsi corvéable à merci. Le Pare s'inscrit, par exemple, totalement dans cette logique en instaurant une contractualisation individuelle et non plus collective, une logique assurantielle et non plus de solidarité de la question du chômage.

De même, les services publics, qui apparaissent pour le patronat comme ce qu'il y a de moins adaptable, sont laissés à la charge de l'État. revient à la gauche poubelle de mener leur « modernisation », c'est-à-dire leur démantèlement comme cela a déjà eu lieu au Télécom et dans la santé et comme cela se prépare à La Poste, à la SNCF et dans l'éducation.

Contre le capital, auto-organisation des luttes !

Pourtant, dans le même temps, la colère n'en finit pas d'augmenter chez de nombreuses catégories de travailleurs. Les grèves se multiplient pour des augmentations de salaires, pour la défense de nos retraites, pour de meilleures conditions et une réelle réduction du temps de travail, contre les licenciements, contre la précarité. De plus, les élections nous montrent que les classes populaires ne font plus confiance aux partis politiques de gauche pour changer leur vie et préfèrent bouter les élections en se réfugiant dans l'abstentionnisme. Mais abstentionnisme ne doit pas être synonyme de résignation. Au contraire ! Cela doit être l'occasion de repenser un projet social à la hauteur de nos aspirations et d'élaborer d'autres pratiques de lutte, fondées sur l'action et la démocratie directes. C'est dans ce sens que nous participerons à la manifestation du mardi 15 janvier contre la tenue du meeting du Medef.

Groupe Kronstadt, Lyon

A TRAVERS un exemple concret, ce tract permet de mieux connaître « l'évolution » de La Poste qui n'hésite pas à tenter de réduire au silence les voix discordantes. C'est aussi un appel à la non-résignation et le témoignage de la volonté d'un copain, militant syndicaliste, de résister et de conserver ainsi sa fierté. A travers une leçon de détermination, malgré sa situation périlleuse, ce camarade arrive toujours à laisser percer son humour.

La Poste, comme les Télécoms, est confrontée depuis plusieurs années à une vaste offensive, une longue marche rampante vers la privatisation. Aujourd'hui, France Télécom est privatisée, intro-

Autocollant disponible à Publico

**Si les élections
pouvaient
changer la vie,
elles seraient interdites
depuis longtemps...**

FÉDÉRATION ANARCHISTE • 145 RUE AMELOT 75011 PARIS

duite en Bourse et La Poste n'est plus qu'une enveloppe vide qui filialise ses activités à tout-va. Dans quelques mois, à Lorient-principal comme partout, la séparation des métiers sera effective : guichets, courriers, messagerie, auront chacun une direction différente. Cette casse du service public s'accompagne de la fin du statut du personnel. La Poste, c'est aujourd'hui la précarisation et les contrats de droit privé, et des horaires atypiques (par exemple CDD de 35 heures avec des journées commençant à 5 heures et finissant à 19, avec interruption de 9 à 16 heures).

Pour faire passer tout ça, la direction exige la totale soumission des agents à sa politique. Tous ceux qui protestent ouvertement doivent être éliminés : la chasse aux syndicalistes est ouverte ! Un militant de Sud-PTT a subi le harcèlement de la direction à Hennebont cet été, aujourd'hui un militant CNT en fait l'expérience à Lorient-principal. Pour avoir réagi vigoureusement contre des pratiques inadmissibles de La Poste, Bernard est suspendu de ses fonctions depuis le 6 septembre et menacé à son tour de sanctions lourdes.

Voici les faits :

— Quand La Poste impose une culture de profit immédiat au détriment du service, il dénonce une politique ultralibérale qui met en œuvre la liquidation du service public.

Faudrait-il se taire ?

— Quand La Poste multiplie des pratiques délibérément illégales concernant le statut des personnels et la définition de leurs tâches (par exemple, au centre de tri de Vannes, où La Poste a été condamnée aux prud'hommes en juin dernier), il dénonce un fonctionnement cynique et calculateur.

Faudrait-il se taire ?

Toulouse

Commandos anti-IVG À bas la calotte !

CE VENDREDI 28 décembre 2001, jour des Saints-Innocents, Xavier Dor et ses grenouilles s'étaient donné rendez-vous dans une clinique toulousaine de la route de Revel pour entraver le droit des femmes à interrompre une grossesse non désirée. La vingtaine de bigots et de bigotes s'est trouvée fort dépourvue devant le comité d'accueil composé d'une bonne centaine de garçons et de filles biens décidé(e)s à faire échec à cette opération commando.

Les chanteurs et chanteuses de cantiques se sont pris quelques bonnes beignes. C'est pas cool, mais que voulez-vous, ça soulage ! Dieu n'étant pas très efficace ce jour là, les crétiens de SOS Tout-Petits ont envoyé une émissaire quémander la protection de la police qui venait juste de relâcher un des défenseurs du droit des femmes à disposer librement de leur corps, qu'ils avaient jugé bon de soumettre à un contrôle d'identité un peu musclé. Devant l'insistance et la perma-

nence de la centaine de manifestant(e)s, les représentants de l'ordre, après avoir protégé les calorins des projections d'œufs, ont fini par évacuer les intégristes en les repoussant loin de l'entrée de la clinique. À Toulouse, comme ailleurs, les curteons et les curteonnes sont priés d'arrêter de nous déranger, on commence vraiment à en avoir marre de leurs conneries. La prochaine fois on va finir par s'énerver pour de bon !

Groupe Albert-Camus

Lorient

À La Poste quand

la liberté d'expression se heurte à la répression

— Quand La Poste se soucie de son image, quand à Lorient-principal la direction propose aux usagers un sondage concernant les quelques personnes sans domicile fixe installées devant le bureau, il dénonce une stratégie de discrimination et une incitation à la haine de classe (« le bruit et l'odeur... »).

Faudrait-il se taire ?

— Quand la responsable du centre décide qu'un sas avec paillason et une cage d'escalier deviennent du jour au lendemain une salle de repos pour fumeurs et qu'elle affiche son mépris de la loi Evin, il dénonce un abus de pouvoir digne d'Ubu roi et une provocation destinée à diviser le personnel.

Faudrait-il se taire ?

La direction invoque un « devoir de réserve » qui n'a pas lieu d'être : s'exprimer dans l'entreprise sur les conditions de travail relève du droit syndical, s'adresser aux usagers à propos d'un questionnaire qu'on leur soumet relève du secteur public.

La Poste voudrait imposer le silence sur ses pratiques

Bernard n'est pas resté muet et l'a fait savoir, haut et fort quelquefois. Là où d'autres s'arrêtaient à la distribution de tracts, il n'a pas hésité à entamer les débats avec ses collègues. C'est bien l'usage de sa liberté d'expression qui lui est reproché en définitive.

En attendant le conseil de discipline, il fait l'objet d'une « mesure conservatoire de retrait de service » depuis le 6 septembre. Pour soutenir Bernard et exiger le retrait de la procédure disciplinaire à son encontre, vous pouvez écrire à : STM-CNT, BP 2827, 56312 Lorient cedex.

Le silence énorme précède le bruit des bottes, on a programmé sans bruit à Bruxelles la disparition des services publics, et... à Gènes résonne encore le fracas de la répression. Disons-le haut et fort : tout est à tous, rien n'est à eux, réapproprions-nous le service public, usons de notre liberté d'expression, résistons à leur mondialisation ! Le pouvoir autoritaire est en marche, seule la détermination des travailleurs organisés pourra l'arrêter !



Extraits d'un tract de
la CNT-Morbihan

Transmis
par Stéphane
FA Lorient

Autocollant disponible à Publico

• NE PAS SE TROMPER D'ENNEMI •

**c'est le capitalisme
qui crée le chômage
pas les immigrés !**

FÉDÉRATION ANARCHISTE • 145 RUE AMELOT 75011 PARIS